ISSN 1662 – 4599

17 octobre 2011
11e année
N° 41

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'Euro – la situation bloquée

par Alain Bournazel, France

Christine Lagarde, directrice générale du FMI l'affirme: «L'économie entre dans une zone de danger». Pour ce cyclone monétaire qui menace aujourd'hui les économies développées, la zone euro porte une responsabilité majeure. Pourtant n'ont manqué ni les concertations, ni les réunions, ni les déclarations, pour persuader les opinions que la zone euro pouvait être sauvée. Ce grand cirque n'a guère convaincu les citoyens qui sont restés d'un scepticisme de marbre. Quant aux marchés financiers, ils ont poursuivi leur descente aux enfers, montrant le peu de cas que les détenteurs de capitaux font des déclarations des politiques.

Aujourd'hui, la situation est bloquée. *Georges Papandreou*, leur Premier ministre a beau se débattre, les Grecs ne veulent pas avaler d'autres mesures d'austérité. Le «Financial Times» du 20 septembre estime que la Grèce devrait sortir de la zone euro. Beaucoup de responsables le pensent également en Europe mais sans oser le dire. Toutefois le principal problème pour l'Europe ne vient pas de la Grèce dont le poids est modeste à l'intérieur de la zone. Plus sérieux sont les problèmes de l'Espagne et du Portugal. Mais le pire vient de l'Italie où la dette représente 120% du PNB italien, soit près de deux mille milliards d'euro. Comment combler ce gouffre? Personne ne le sait.

Mauvaise du côté des pays endettés, la situation l'est également du coté des éventuels financeurs. L'Angleterre n'est pas membre de la zone euro, elle n'est donc pas concernée par son sauvetage. On appréciera l'art des Anglais pour récupérer dans l'Union européenne tout ce qui leur est favorable, sans jamais s'embarrasser des domaines qui leur portent préjudice. Aujourd'hui, qui peut prendre en charge ces fameuses «euro-obligations» qui permettraient de mutualiser la dette? L'Allemagne bien sûr puisqu'elle est pratiquement le seul pays constamment excédentaire dans la zone euro. Mais La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a fixé des limites sévères pour le recours aux euro-obligations. Les récentes consultations électorales ont montré par ailleurs que les Allemands n'étaient guère disposés à devenir les banquiers d'une Union européenne en perdition. Selon un sondage du *Spiegel online* (10 septembre 2011) 76% des citoyens allemands refusent l'extension des compétences du *Fonds européen de stabilisation financière* (FESF). Les Allemands ne sont pas seuls. Les Finlandais par exemple qui ont dû faire face à une situation économique terrible au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qui s'en sont sortis en serrant les dents, ne voient pas pourquoi, ils seraient aujourd'hui dans l'obligation de participer au sauvetage de l'économie grecque dont la gestion fut souvent irresponsable.

Il serait possible de poursuivre la longue liste des blocages qui enserrent l'Union européenne. Combien de temps ce navire obsolète et bourré d'explosifs pourra-t-il continuer à affronter la mer. Nos lendemains européens ne sont certainement pas des lendemains qui chantent. •

Le 22 janvier 1963, le Chancelier allemand Konrad Adenauer et le Président de la République française Charles de Gaulle signaient le Traité de l'Elysée relatif à une coopération franco-allemande accrue. Pour les deux hommes d'Etat, cette coopération allait profiter à leurs deux Etats et aux autres Etats au sein d'une Europe des patries. Que serait-il advenu de l'Europe si l'on avait suivi cette voie systématiquement? Une chose est sûre: on aurait pu éviter le corset que représentent aujourd'hui l'Union européenne et l'euro avec leurs conséquences dévastatrices (cf. pages 3–6 de cette édition). (photo keystone)

«Si, comme je l'ai dit, je demande une division de l'euro correspondant à la situation économique de chacun des pays membres, cela signifie tout d'abord que l'on mettra fin au pas cadencé entre l'Allemagne, la France et les pays d'Europe du Sud. L'idée que cela créerait de nouvelles dissensions entraînant une guerre est absurde. Lorsqu'on payait encore avec des deutschemarks et des francs, il n'y a pas eu de guerre; de plus, la séparation des monnaies ne changerait rien à la coopération économique; nous resterions membres de la même UE et des partenaires commerciaux très appréciés.»

Hans-Olaf Henkel, Rettet unser Geld! Deutschland wird ausverkauft – Wie der Euro-Betrug unseren Wohlstand gefährdet, p. 179

Retour à l'histoire économique

par Philip Plickert

Ces temps-ci, les commentateurs utilisent volontiers le mot d'épouvante «historique» quand il s'agit de classer un record (négatif) ou un développement extrême. Au fait, la crise globale qui persiste depuis plus de trois ans a pris maintenant des dimensions qui ne peuvent qu'être comparées aux plus graves crises économiques du passé. Pour les économistes, il s'agit d'un «retour à l'histoire». Car beaucoup s'étaient abandonnés à la foi illusoire en une quasi-«fin de l'histoire économique» pour modifier la théorie de *Francis Fukuyama*.

On a parlé d'une «grande modération». Depuis les années quatre-vingt, les taux d'inflation baissaient, la croissance était forte et relativement constante. Les économistes croyaient en un nouveau temps de l'essor permanent. Dans leurs modèles macroéconomiques n'existaient ni grandes crises ni bulles. Les risques semblaient être calculables et domptables statistiquement et mathématiquement. Si quelque chose tournait quand même mal de temps en temps, les banques centrales devraient intervenir et redresser les marchés avec beaucoup d'argent bon marché. Il fallait pour cela des injections d'argent de plus en plus grandes. L'idée de pouvoir régler ce processus se révèle être fatale maintenant.

Maintenant, ce monde-modèle est en ruines. Beaucoup de ce qui a été considéré comme l'expression de la prospérité dans l'économie internationale poussée par le capital financier, s'est révélé être une fausse prospérité. L'ancien économiste dirigeant du FMI *Kenneth Rogoff* s'attend même à «la finale des dettes». Vue de la perspective scientifique, la crise peut cependant être fructueuse, aussi dévastatrice soit-elle. Elle peut créer la chance de réévaluer les théories et les thèses fondamentales sur la base de données qui montrent des déviations inhabituellement grandes et, si nécessaire, de les rejeter ou de les développer. Sur les débris de la crise, les économistes assemblent une nouvelle image du fonctionnement actuel de l'économie globale – et de la dynamique destructrice qu'elle déploie quand le cadre réglementaire et les attraits sont mal posés.

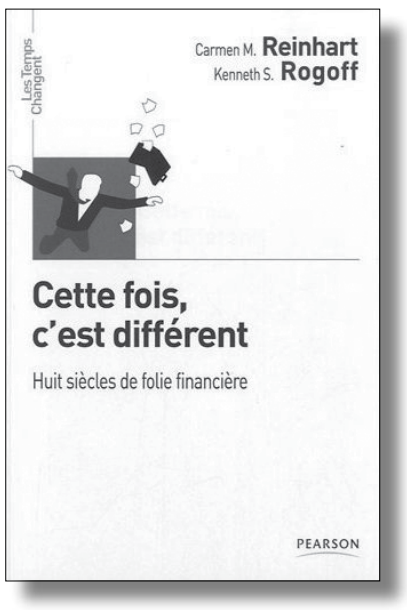
On pourrait penser que la crise aurait éveillé un énorme intérêt des jeunes pour l'économie politique. Mais à voir le nombre d'étudiants en économie politique, cela ne se décèle pourtant pas jusqu'à présent. Il a baissé environ d'un cinquième pendant les cinq dernières années en Allemagne, inférieur au chiffre de 20 000 étudiants. Le semestre prochain, ils seront un peu plus nombreux grâce aux terminales doubles. A la différence de ce développement qui est plutôt faible, il y a une vague d'étudiants vers les filières de gestion d'entreprise, dont le nombre a augmenté de presque un cinquième à 185 000. Ceci reflète également le besoin croissant en diplômés en gestion d'entreprise orientés vers la pratique sur le marché du travail. Il y a moins de demandes pour des économistes purs, ils travaillent dans des universités, des instituts, des ministères, des banques ou dans des sociétés de conseils aux entreprises.

Les facultés d'économie politique et la manière dont la discipline est enseignée sont cependant également responsables de l'afflux modéré d'étudiants. Pendant les premiers semestres, les étudiants sont confrontés à une quantité exagérée de modèles sur l'économie abstraits et formulés de manière mathématique. Ceux-ci ont trop peu à voir avec la vie réelle et les attentes des étudiants. Les étudiants en apprennent – du moins pendant les premiers semestres – trop peu sur les institutions concrètes de notre ordre économique, l'économie a lieu dans un milieu vidé de toute implication sociale et politique. On théorise sur des types de marché idéalisés sans expliquer en détail les conditions-cadres juridiques réelles. Les futurs titulaires des études économiques en apprennent trop peu sur les filières intéressantes telles que la politologie, la sociologie ou la philosophie. Ainsi, l'on forme des économistes à l'horizon limité.

L'histoire économique, qui transmet des connaissances sur des développements institutionnels, socio-politiques et économiques du passé, n'est presque plus enseignée dans beaucoup de facultés. Il en va de même avec l'Histoire des dogmes: de la longue évolution et des théories économiques plus anciennes, la plupart des étudiants n'apprend que peu, voire rien. C'est regrettable, car ils ne peuvent que difficilement réfléchir sur les forces et les faiblesses de leur discipline s'ils n'apprennent rien sur les hauts et les bas de son histoire.

Celui qui s'inscrit à des cours sur la théorie de la conjoncture apprend en premier lieu les théories actuelles des cycles réels qui n'impliquent que des chocs réels et des adaptations parfaites – établissant toujours vite un nouvel équilibre. Les théories d'anciens grands économistes, les causes monétaires (*Mises* et *Hayek*) ou les aspects psychiques (*Keynes*) ou bien les deux (*Minsky*), ne sont mentionnés dans le meilleur des cas que de façon marginale. Cela doit changer. La crise a laissé beaucoup d'économistes perplexe parce qu'ils ont oublié la richesse et l'histoire de leur propre discipline. La méthode empirique ne signifie pas seulement se servir des statistiques comme on exploiterait des carrières, mais aussi prendre l'histoire au sérieux. Il n'est pas étonnant que l'un des livres sur la crise ayant le plus de succès puise dans les fonds de l'histoire: «Cette fois, c'est différent. Huit siècles de folie financière» de *Kenneth Rogoff*. Les économistes devraient considérer la redécouverte de l'histoire comme une chance. •

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 3/10/11
© Tous droits réservés. Fourni par les archives de ce journal.
(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-89879-564-7

Comme l'a précisé *Werner Wüthrich* dans son dernier article, *Horizons et débats* poursuivra sa série d'articles sur la monnaie dans l'une de ses prochaines éditions.

la Rédaction

Invasions terrestres américaines au Proche-Orient et en Asie centrale

par Sorcha Faal

Un rapport inquiétant du *Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB)* rédigé à l'occasion du projet de *Poutine* de rencontrer la semaine prochaine le chef de l'Etat chinois *Hu Jintao* à Pékin recommande vivement de placer les forces armées russes et chinoises en état d'alerte maximale, cela dans la crainte d'une invasion terrestre massive, aussi bien au Proche-Orient qu'en Asie centrale, préparée par les Etats-Unis.

Les plans de cette «guerre globale totale» que les Américains veulent déclencher ont été révélés pour la première fois au *Ministère chinois de la Sécurité de l'Etat (MSS)* par l'ancien mercenaire de la société *Blackwater Bryan Underwood*. Celui-ci est actuellement détenu par les autorités américaines pour espionnage. A ce sujet, nous avons informé, dans notre article du 4 octobre intitulé «La Chine avertit la Russie d'un important événement américain imminent».

Selon cet article, quelques heures après la lecture des projets américains de «guerre globale totale», Poutine a écrit un article pour le quotidien «Izvestia» dans lequel il esquisse un grand projet de coopération intégrant les Etats postsoviétiques [cf. article ci-dessous], fixe la date d'un voyage urgent en Chine pour y rencontrer Hu et annonce qu'il a ordonné au FSB d'informer le MSS de l'arrestation et du transfèrement de son espion *Tun Sheniyun*, arrêté l'année dernière pour avoir dérobé des informations sensibles sur le système le plus efficace de défense antiaérienne de Russie.

Comme nous l'avons exposé en détail dans notre article sus-mentionné, les étapes du «Nouveau grand jeu» («New Great Game») envisagé par les Américains et qui inquiète la Russie et la Chine consistent en ceci:

1. Provoquer l'effondrement intentionnel des économies aussi bien des Etats-Unis que de l'Europe afin de détruire l'ordre financier existant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.
2. Commencer une guerre classique massive des Etats-Unis et de l'UE sur les continents nord-américain, africain et asiatique (qui comprend également le Proche-Orient).
3. Recourir, dans le cadre de cette guerre, à des armes biologiques afin de tuer des millions, voire des milliards de civils.
4. Au plus fort de cette guerre, les Etats-Unis et leurs alliés vont demander la paix et exiger un nouvel ordre mondial dans le but d'empêcher la destruction totale de la planète.

Cette semaine, une source non identifiée du ministère américain de la Défense a adressé une mise en garde: le régime *Obama* prépare une grande guerre de blindés et les forces armées américaines «s'attendent à ce que quelque chose de classique et d'important se mette en branle».

A la question de savoir quand cette guerre pourrait avoir lieu, le FSB a déclaré «très tôt», car les Américains ont positionné quelque 2000 chars de combat M1-Abrams en Irak et 2000 autres en Afghanistan et déployé sur ces théâtres de combats situés entre le Proche-Orient et l'Asie des dizaines de milliers de blindés d'autres types.

Le dernier élément d'activation de ces gigantesques forces blindées qui sont comme un poignard prêt à s'enfoncer dans le cœur de l'Asie et du Proche-Orient consiste, selon le FSB, dans la «mobilisation totale» de plus d'un million et demi de réservistes américains qui peut avoir lieu d'un moment à l'autre car les Etats-Unis sont actuellement en guerre et n'ont pas besoin d'autorisation du Congrès pour étendre le théâtre des combats.

Il est important de considérer que le plan américain de domination du monde au moyen d'une guerre massive n'est pas vraiment un secret et qu'il fut, par exemple, (étrangement) révélé lors du dixième anniversaire des attentats du 11-Septembre lorsque les *Archives de la sécurité nationale* ont rendu public un mémorandum que l'ancien ministre de la Défense *Donald Rumsfeld* avait rédigé en septembre 2001 et dans lequel il écrivait: «Si la guerre ne modifie pas profondément la carte du monde, les Etats-Unis n'atteindront pas leur but.»

En ce qui concerne le «but» des Etats-Unis dont la guerre contre le monde qui dure maintenant depuis 10 ans, le FSB écrit qu'il s'agit d'éviter à tout prix l'effondrement du dollar en tant que principale monnaie de réserve du système économique mondial actuel avant que puisse être réalisé le «nouvel ordre du monde» que l'Occident imagine.

La première menace contre le «grand projet» de domination mondiale des Américains a eu lieu en novembre 2000 lorsque *Saddam Hussein* cessa d'accepter qu'on paie son pétrole en dollars et déclara que son pays n'accepterait dorénavant que des euros. Moins de 10 mois après, les Etats-Unis furent attaqués et prirent cette attaque pour prétexte de renverser Saddam Hussein et de rétablir le dollar comme principale monnaie de réserve du monde.

L'échec de l'ancien chef d'Etat libyen *Kadhafi* d'introduire le dinar d'or comme unique monnaie africaine est significatif. Elle aurait servi d'alternative au dollar et aurait permis aux Etats africains de se partager la prospérité. Mais comme le projet de Saddam Hussein en Irak, celui-ci a provoqué une rapide et brutale invasion de la Libye par les Américains et leurs alliés.

Le seul pays qui ait abandonné avec succès le dollar est l'Iran qui, depuis 2009, mit fin à tous les moyens de paiement américains et évalue dorénavant son pétrole et son gaz en euros. Cependant, contrairement aux autres pays riches en pétrole que sont l'Irak et la Libye, l'Iran ne fut pas attaqué car les Iraniens ont, en 2005, reçu de l'Ukraine entre 6 et 10 missiles nucléaires X-55 (d'une portée de 3000 km). (A noter que l'ancien président ukrainien *Viktor Iouchtchenko* a déclaré que les missiles livrés à l'Iran étaient dépourvus de leurs têtes nucléaires, affirmation contestée par le FSB qui a déclaré qu'elles étaient armées et «prêtes à faire feu».)

Le rapport du FSB indique en outre qu'aussi bien Poutine et Hu sont en colère à propos de la tromperie de l'Occident quant à la Libye. Après que le gouvernement *Obama* ait donné des «assurances absolues» qu'aucune invasion n'était préparée, l'Occident a trahi sa parole.

Cette semaine, le Russie et la Chine ont stoppé le projet de nouvelle guerre de l'Occident en opposant, au Conseil de sécurité, leur véto au projet, soutenu par les Etats-Unis, de transformer la Syrie en une nouvelle Libye. Les Américains ont été si irrités que leur ambassadrice à l'ONU *Susan Rice* a quitté la salle en colère lorsque l'Occident n'a pas obtenu ce qu'il voulait. Un autre coup porté aux projets de guerre de l'Occident contre la Syrie a été le fait que son Président a menacé, en cas d'attaque de l'OTAN contre son pays, d'envoyer dans les 6 heures des centaines de missiles sur Tel-Aviv, la ville la plus peuplée d'Israël, ce qui aurait entraîné une riposte nucléaire catastrophique.

Et, mesure de prévention contre une guerre éclair américaine contre l'Asie centrale depuis le Pakistan et l'Afghanistan, le général d'état-major général de l'armée indienne *VK Sing* a déclaré hier que des milliers de soldats chinois avaient pénétré au Cachemire occupé par le Pakistan et s'étaient joints aux quelque 11 000 autres qui sont entrés dans la région l'année dernière.

A propos de l'effondrement de l'économie mondiale que les Etats-Unis cherchent à provoquer, le FSB écrit en outre qu'il semble maintenant «certain» depuis la révélation d'un nouveau rapport de *Philippa Malgren*, ancienne conseillère économique du Président *George W. Bush*, dans lequel il est dit que l'Allemagne s'apprête à sortir de l'euro et a ordonné l'impression de deutschemarks pour le remplacer. •

Source: *www.whatdoesitmean.com/index1525. htm* du 7/10/11 © EU and US all rights reserved. Permission to use this report in its entirety is granted under the condition it is linked back to its original source at WhatDoesItMean.Com.

(Traduction *Horizons et débats*)

Le Premier ministre russe Poutine dessine les contours d'une Union eurasienne

hd. Dans un article du quotidien russe «Izvestia» paru le 3 octobre intitulé «Le nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie – un avenir qui naît aujourd'hui», le Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle *Vladimir Poutine* a annoncé la création d'une Union eurasienne – «la partie future d'une Grande Europe et lien entre l'UE et la région Asie-Pacifique».

Poutine se consacre dans son article au projet d'un espace économique unifié, qui doit débuter le 1er janvier 2012 et aboutir à une Union eurasienne, «dans une partie d'une Grande Europe, unie par des valeurs communes de liberté et de démocratie, tout comme par les lois du marché».

Poutine a proposé que «l'Union eurasienne soit conçue comme un modèle d'union supranationale puissante, capable de devenir l'un des pôles du monde contemporain tout en servant de lien efficace entre l'Europe et la région dynamique d'Asie-Pacifique.»

Le Premier ministre souligne qu'«il ne s'agit pas de restituer d'une manière ou d'une autre l'Union Soviétique», qualifiant ce genre de tentative de «naïve». L'Union eurasienne serait un projet ouvert. Le fait d'y adhérer ne serait pas une contradiction au «choix européen» d'autres pays.

Le chef du gouvernement russe déclare: «Nous proposons le modèle d'une union supranationale forte capable de former l'un des pôles du monde actuel». «Sur la base de l'Union douanière et de l'espace économique commun, on doit passer par une coordination étroite de la politique économique et monétaire et édifier une Union économique à part entière […] Ceci est un projet ouvert et d'autres partenaires y sont les bienvenus.»

Dans la première étape de construction d'une telle Union – l'espace économique commun, trois pays, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie sont représentés.

Poutine écrit: «Parallèlement, le cercle des membres de l'Union douanière et de l'espace économique commun (EEE) s'élargira progressivement grâce à l'implication complète du Kirghizistan et du Tadjikistan.» Il continue: «Nous ne nous arrêterons pas là et nous fixons un objectif plus ambitieux – celui de conférer une nouvelle dimension, plus élevée, à l'intégration dans une Union eurasienne.»

Poutine considère l'espace économique commun comme «un jalon historique pas seulement pour nos trois pays, mais aussi pour tous les Etats de l'espace postsoviétique».

Le premier juillet de cette année, les pays participants ont démarré le projet de l'union douanière et supprimé le contrôle sur le flux des marchandises aux frontières. La création d'un espace économique commun permettrait «de créer un marché immense avec plus de 165 millions de consommateurs, une législation unifiée et un libre mouvement du capital, des prestations de services et des forces de travail».

Le Premier Ministre promet que les citoyens des pays membres de l'espace économique commun pourraient «choisir sans aucune limitation où ils veulent vivre, faire une formation et travailler».

Poutine souligne en outre que l'espace économique commun serait utile à la vie des affaires. Les entreprises obtiendraient accès à de «nouveaux marchés dynamiques» et pourraient de plus espérer des commandes d'Etat de tous les Etats membres. Le fait que des entreprises pourraient se faire enregistrer librement dans chaque pays membre «conduirait à une compétition dans la juridiction et à une simplification du processus bureaucratique dans chaque pays membre.»

L'union douanière, et à l'avenir aussi l'Union eurasienne, doivent devenir des participants au dialogue avec l'UE. «Outre les avantages économiques évidents, l'adhésion à l'Union eurasienne permettra à chacun de ses membres de s'intégrer plus rapidement et sur des positions plus fortes dans l'Europe.

De plus, le système de partenariat économique logique et équilibré entre l'Union eurasienne et l'UE sera capable de créer les conditions réelles d'un changement de configuration géopolitique et géoéconomique de l'ensemble du continent. Ceci aurait sans aucun doute un effet global positif.»

Poutine déclare que la crise globale de 2008 avait un caractère structurel. Aujourd'hui encore, nous observons des rechutes aiguës. La racine du problème se situe dans les inégalités globales qui se sont accumulées.»

Le Premier ministre russe écrit: «Une issue pourrait être la formulation de positions communes ‹d'en bas›.» «Au début, cela doit se dérouler à l'intérieur des structures créées régionalement – UE, Alena, Apec, Asean etc. – et après par la voie du dialogue entre elles. A partir justement de ces ‹briques d'intégration›, un caractère plus stable de l'économie mondiale peut être créé.» •

Source: *Ria Novosti* du 4/10/11, *Russland heute* du 6/10/11

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❏ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

L'«Europe des Nations» – une autre manière de penser

ab. Le livre déprimant de *Timothy Snyder* intitulé «Bloodlands –Europe between Hitler and Stalin» a toutes les qualités pour nous faire enfin entamer l'analyse des décennies décisives du siècle passé. Nous autres Occidentaux devons réfléchir aux deux camps, étant donné que l'Internationale socialiste fut le résultat d'un débat mené sous nos latitudes. Les erreurs de la politique de grande puissance, de la planification de grande envergure réalisée au mépris des hommes et des peuples, ont apporté tant de souffrances indicibles qu'aujourd'hui, nous devrions être immunisés. Nous le serions peut-être davantage si les tenants et aboutissants de l'époque avaient été analysés. Or, ne sommes-nous pas en train de faire des erreurs similaires aux conséquences imprévisibles?

Des historiens suisses tels que *Jean-Rodolphe von Salis,* qui ont fait leurs études pendant l'entre-deux-guerres et qui furent, pendant les années de guerre, contraints de prendre leurs responsabilités, avaient mois après mois sous leurs yeux les conséquences dévastatrices de ces erreurs. Leur manière de penser était caractérisée par le même sérieux que celui que manifestait la majorité de la population – un sérieux dont nous, qui n'étions à l'époque que de jeunes enfants, nous souvenons encore comme si c'était hier. Dans son ouvrage intitulé «Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–45» (La guerre de Hitler et la volonté d'indépendance de la Suisse de 1933–1945) *Gotthard Frick* fait revivre très précisément cette mentalité.

Le 8 février 1940, von Salis se vit confier par le président du Conseil fédéral *Marcel Pilet-Golaz* la mission de rédiger pour *Radio Beromünster* un compte-rendu hebdomadaire de la situation dans le monde, appelé «Weltchronik» («chronique du monde»). Il fut pleinement conscient de sa responsabilité. Ses comptes-rendus se caractérisaient par la fiabilité et un grand équilibre entre le pour et le contre, si bien que même les mouvements de résistance des divers pays européens en tinrent compte dans leur action. «En temps de guerre, les paroles ne sont pas de la littérature. Elles engagent beaucoup plus leur auteur qu'en temps de paix, car elles sont une arme dangereuse. Leur diffusion hebdomadaire a un effet sur le moral et la formation de l'opinion des auditeurs. Cette chronique du temps de guerre représentait une aventure spirituelle. Je souhaite à tout historien qu'il ait une fois dans sa vie l'occasion de commenter publiquement l'histoire en train de se faire.» Et von Salis d'ajouter: «L'issue du drame nous était encore inconnue.»

Le 10 mai 1940, Jean-Rodolphe von Salis se rendit à Paris pour prendre connaissance, lors d'entretiens personnels, de l'attitude des élites intellectuelles et politiques françaises face à la menace allemande plus nette de jour en jour. «Le matin de mon départ pour Paris, le 10 mai, je reçus un appel téléphonique m'apprenant que l'Allemagne avait attaqué les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.» C'était le jour de la mobilisation générale en Suisse.

> «Le chef de la Résistance m'a expliqué que le mouvement clandestin tchèque était en liaison constante avec le gouvernement en exil à Londres qui diffusait parfois des rapports très optimistes sur la situation. Quand le mouvement était invité à effectuer certains actes de sabotage contre la force d'occupation sur la base d'une évaluation favorable de la situation de la part de Londres, il s'était fixé pour règle d'attendre mon commentaire du vendredi soir sur Radio Beromünster. Lorsqu'il était défavorable, le mouvement renonçait à l'opération. Inversement, une évaluation favorable de la situation du moment était suivie de l'ordre d'effectuer l'opération. Ainsi j'exerçais une certaine influence sur les décisions de la Résistance.
>
> *Source: J. R. von Salis, Kriege und Frieden in Europa, p. 136*

Les relations entre la Suisse et la France étaient étroites, pas seulement à cause de la langue commune. *De Gaulle,* Français du Nord, était familier aux Suisses également en raison de sa personnalité. «En matière de politique intérieure et extérieure, l'attitude de de Gaulle est celle d'un Français du Nord, d'un homme né à Lille, dans la région frontalière avec la Flandre, qui a été depuis des siècles le théâtre d'invasions, de guerres, de batailles décisives. Cela a eu pour conséquence que la population n'a pu surmonter les tempêtes de l'histoire que grâce à une discipline puritaine et au travail.»

C'est avec une empathie extraordinaire que von Salis esquisse les grandes lignes d'idée d'«Europe des nations» de Charles de Gaulle à laquelle il faut de nouveau réfléchir aujourd'hui.

Pour les deux personnalités, «les limites tracées par l'expérience humaine, par le bon sens et par la loi» sont une base fondamentale qu'il ne faut jamais abandonner. Toutes les deux –comme tant d'autres – exprimèrent leur méfiance face à la «démesure et à l'abus de pouvoir» des années trente et défendirent les valeurs qui leur étaient chères: l'expérience historique, la raison, le sens des limites et la modération.

> «Une des idées fondamentales du Général concernant l'histoire était que les régimes politiques, les structures sociales et les idéologies ne sont que des formes extérieures que les Etats et les peuples se donnent au cours de l'histoire et que leurs racines et leurs intérêts permanents sont plus forts que tous les bouleversements et que même les mouvements révolutionnaires retrouvent nécessairement peu à peu les voies de l'histoire nationale.»
>
> *Source: J.R. von Salis: Kriege und Frieden in Europa, p. 234*

Ne sommes-nous pas, actuellement, en ces temps de crise économique mondiale, dans une situation semblable où l'issue du drame est encore inconnue? Où les recettes toutes faites ne peuvent nous aider? Où l'expérience historique, la raison, la mesure et le respect des valeurs éthiques doivent nous aider à trouver une voie praticable pour tous les peuples égaux en droits?

Il vaut la peine de prendre l'idée d'Europe des Nations comme point de départ d'une réflexion sur une voie nouvelle permettant de sortir de la politique de contrainte et d'exploitation mutuelle, de domination et de subordination. Et nous ne pourrions que profiter du sérieux et du sens des responsabilités que manifesta la génération qui vit de ses propres yeux à quoi avait abouti la folie de la politique de grande puissance.

Von Salis quitta Paris le 17 mai 1940 par le train de nuit. Les Allemands avançaient sur la capitale et la France fut occupée. Après une nuit agitée, le train atteignit la frontière suisse aux Verrières. «Sur le quai, je vois deux ou trois officiers suisses vêtus de leur capote gris-vert, le casque sur la tête. A ma surprise, l'un d'eux m'adresse la parole: c'est un confrère zurichois.» Ils boivent en vitesse une tasse de café et échangent quelques propos à la hâte. Après la guerre, à l'Université de Zurich et jusqu'à leur retraite, ces deux historiens ont enseigné l'histoire avec un soin minutieux à plusieurs générations d'étudiants et de doctorants, leur donnant des repères pour l'avenir: respect des individus et des peuples, des pays et des cultures, modération, conception de l'histoire fondée sur la personne, sur l'accord entre spécialistes et conçue comme une création de toutes les nations et de tous les peuples. Nombreux sont ceux, y compris l'auteure de ces lignes, qui leur en sont reconnaissants aujourd'hui encore. •

«Général de Gaulle. Analyse d'un phénomène»

par Jean-Rodolphe de Salis (1901–1996), janvier 1968

Le texte suivant a été rédigé à la demande de la Radio bavaroise et diffusé le 21 janvier 1968, date du cinquième anniversaire de la signature du Pacte d'amitié franco-allemand par Adenauer et de Gaulle. Nous n'aborderons pas ici les événements qui ont entraîné la démission du général le 28 avril 1969. Il m'a semblé juste de reproduire le texte tel qu'il a été rédigé du vivant de de Gaulle, lorsqu'il était encore Président de la République. Il est mort le 9 novembre 1970, peu avant son quatre-vingtième anniversaire. Les chefs d'Etat et de gouvernement de presque tous les pays du monde ont participé à ses funérailles à Notre-Dame de Paris mais selon son vœu, il a été enterré au cimetière du village de Colombey-les-deux-Eglises en l'absence de personnalités officielles. Le général ne souhaitait ni discours ni honneurs à l'occasion de sa mort.

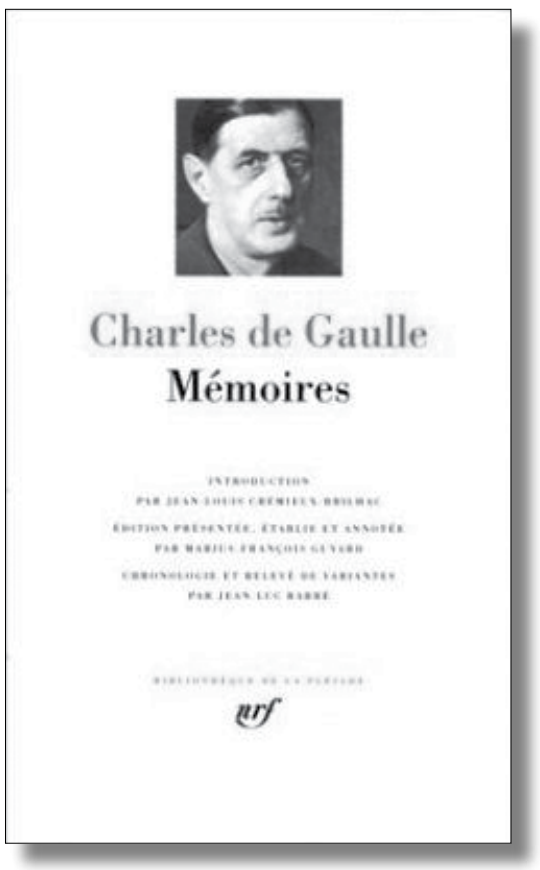
Le nom du général *de Gaulle* fut subitement connu dans le monde entier lorsque cet officier d'à peine cinquante ans refusa de considérer comme définitive la défaite de l'armée française du début de l'été 1940 et que, de Londres, il appela les Français à poursuivre la lutte contre l'ennemi aux côtés des Alliés. C'était un acte de révolte, de refus d'obéissance à l'égard de ses supérieurs militaires, de rébellion contre le gouvernement du maréchal *Pétain,* installé à Bordeaux, qui fit de l'entrée de Charles de Gaulle dans la politique de son pays et de l'Europe un événement historique.

De Gaulle est entré dans l'histoire en tant qu'officier renégat qui quitta son pays au moment de la catastrophe afin de poursuivre la lutte en Angleterre. Le régime de Vichy qui avait cédé aux conditions d'*Hitler* ne manqua pas de le faire condamner à mort par un tribunal. La rupture avec la tradition, avec la discipline militaire, avec des idées politiques et stratégiques dépassées, la rupture apparente avec un pays envahi par les divisions blindées ennemies mais qui, après la panique engendrée par une défaite trop soudaine, avait repris ses esprits et préparait en secret la résistance contre l'occupant, ces ruptures associées à la rébellion contre les autorités de la France occupée déterminèrent à jamais le caractère et la carrière du Général.

Ce sont souvent des circonstances dramatiques qui permettent à des personnalités extraordinaires d'intervenir dans le monde en combattant et en changeant les choses. Ainsi *Churchill* devint Premier ministre le 10 mai 1940, le jour de la grande offensive allemande contre l'Europe occidentale et de Gaulle le chef de la *France combattante* ou *France libre* le 18 juin, jour de son appel au peuple français. Mais «extraordinaire» signifie «hors de l'ordre habituel des choses», «au-delà des carrières normales», «opposé aux forces sociales établies». En ce qui concerne de Gaulle, cela signifiait qu'un colonel devenu général de brigade, qui avait, en pleine confusion des combats, été nommé par le Président du Conseil *Paul Reynaud* sous-secrétaire à la Défense nationale, contestait le gouvernement de Pétain reconnu par tous les Etats et se faisait fort de représenter la légitimité et la continuité de l'Etat français.

Doué d'une autorité naturelle et d'une grande intelligence

Or, aux yeux de l'extérieur, en cet été 1940, de Gaulle n'était qu'un réfugié dans la capitale de l'Empire britannique. Aucun des politiques et des militaires français de premier plan (à l'exception du général *Catroux*) n'avait répondu à son appel. Il ne disposait que d'une poignée de fidèles, pour la plupart de jeunes officiers et fonctionnaires, et d'une petite armée dont il put passer en revue les premiers contingents à temps le 14 juillet à Londres. Mais de Gaulle fut reconnu par Churchill non pas comme chef d'un gouvernement en exil, car le gouvernement britannique ménageait Vichy, mais comme le chef de ceux qui poursuivaient le combat aux côtés de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Il était fier, solitaire, secret et pourtant éloquent, doué d'une autorité naturelle et d'une haute intelligence, presque dépourvu de moyens financiers avant que plusieurs colonies françaises d'Afrique équatoriale se joignent cette année-là encore à son mouvement. Disposant après un certain temps de plusieurs divisions et de quelques navires de guerre, il est constamment soucieux de se poser non pas en mercenaire des Anglais, ce qui lui fut reproché par les autorités françaises, mais comme leur allié agissant en toute indépendance et en chef reconnu de la Résistance française intérieure. Il mène une sorte de guerre sur deux fronts: contre l'ennemi extérieur et contre les alliés anglo-saxons qui ne tiennent pas compte des intérêts et des droits français. Finalement, il réussit à se faire entendre de Churchill et de *Roosevelt* et des autorités et des officiers français – qui lui sont peu favorables au début – d'Afrique du Nord où les Anglo-américains ont occupé le Maroc et l'Algérie au début de 1942. En 1943, il est président du *Comité français de libération nationale* à Alger qu'un corps expéditionnaire français sous les ordres du général *Juin* a pu faire participer à la campagne d'Italie avant que ces troupes débarquent en août 1944 dans le Sud de la France avec les troupes américaines et que, sous le commandement de *de Lattre de Tassigny*, elles participent à la libération de la France et à la campagne d'Alsace. Le gouvernement provisoire français sous la présidence de de Gaulle, qui est à nouveau installé à Paris et qui peut reprendre d'une main ferme le contrôle du pays en effervescence est reconnu officiellement à l'automne par les gouvernements américain, britannique et soviétique. Si l'on veut parler du «phénomène de Gaulle», il est indispensable de se rappeler les débuts de la carrière politique du Général. Elle a influencé trop fortement l'officier, l'homme d'Etat et l'homme tout court pour ne pas nous livrer une clé pour comprendre la personnalité riche et complexe de l'actuel Président de la République française.



ISBN 978-2070115839

Apparemment, ni sa famille catholique et légitimiste ni le milieu social dans lequel il a grandi ni sa formation d'officier à la célèbre école militaire de Saint-Cyr ne destinaient ce rejeton d'une famille de la petite noblesse embourgeoisée à une carrière qui le mit en contradiction avec les couches conservatrices dominantes. Mais sa vive intelligence, qui n'a jamais renié sa formation classique, et sa foi dans les traditions nationales l'ont sensibilisé assez tôt aux changements profonds et aux bouleversements du monde moderne qui ont suivi la Première Guerre mondiale. Son esprit philosophique et ses dons littéraires lui firent comprendre les troubles profonds du siècle nouveau. De

Suite page 4

«Général de Gaulle …»
suite de la page 3

Gaulle ne fut jamais seulement un militaire: ses premiers écrits, qui concernent les rapports étroits entre la politique et la conduite de la guerre, trahissent déjà l'homme à l'esprit vif et très cultivé qui a étudié les lois de l'histoire.

En 1916, le capitaine de Gaulle, blessé à Verdun, fut fait prisonnier par les Allemands et comme il maîtrisait leur langue, il a prêté toute son attention aux événements militaires et politiques qui ont conduit à la défaite allemande de 1918 et aux révolutions en Russie et en Allemagne. Il a pu enrichir ses expériences lorsqu'il se trouvait en Pologne avec la mission militaire française et fut témoin de la victoire polonaise de 1920 sur l'Armée rouge. Il acquit la conviction profonde que les nations sont la source et le moteur de tous les événements politiques lorsqu'il vit que le peuple polonais pauvre et arriéré ne voulait absolument pas se laisser libérer par les troupes de la Russie révolutionnaire et soutint la guerre contre l'intrus. De Gaulle avait partagé sa période de captivité à Ingolstadt avec l'officier tsariste *Toukhatchevski,* issu comme lui de la petite noblesse, et il ne fut pas surpris lorsque celui-ci se mit à la disposition du régime révolutionnaire russe et entra en Pologne avec l'Armée rouge.

Une des idées fondamentales du Général concernant l'histoire était que les régimes politiques, les structures sociales et les idéologies ne sont que des formes extérieures que les Etats et les peuples se donnent au cours de l'histoire et que leurs racines et leurs intérêts permanents sont plus forts que tous les bouleversements et que même les mouvements révolutionnaires retrouvent nécessairement peu à peu les voies de l'histoire nationale. En tant que Français et patriote, il ne pouvait pas penser autrement car il n'y a guère d'autre pays dont l'histoire présente des contradictions aussi importantes que la France quand on pense que des personnages aussi différents que *Jeanne d'Arc*, *Richelieu*, *Napoléon*, les rois et les hommes d'Etats de la République et des institutions et idées politiques aussi différentes que la monarchie catholique, la Révolution, l'Empire et la démocratie parlementaire se sont fondues pour constituer une grande tradition nationale.

En tant qu'observateur du temps présent, de Gaulle qui, pendant l'occupation de la Rhénanie, avait exercé un commandement à Trèves, n'eut pas de peine à se rendre compte que la chute de la monarchie en Allemagne et son remplacement par une république parlementaire n'avait pas changé grand-chose à l'opinion publique et à la ferveur latente de son nationalisme.

L'attitude du Général à l'égard de l'Allemagne était ambivalente, oscillant entre l'admiration et la crainte

Le fait que le premier ouvrage du Général, paru en 1925, ait été consacré aux événements allemands de la Première Guerre mondiale est caractéristique de l'orientation de sa pensée des débuts à aujourd'hui. Le titre même est révélateur: «La discorde chez l'ennemi». Un de ses biographes écrit que c'est son texte le plus caractéristique. L'attitude du Général à l'égard de l'Allemagne était ambivalente, oscillant entre l'admiration et la crainte. En matière de politique intérieure et extérieure, l'attitude de de Gaulle est celle d'un Français du Nord, d'un homme né à Lille, dans la région frontalière avec la Flandre, qui a été depuis des siècles le théâtre d'invasions, de guerres, de batailles décisives. Cela a eu pour conséquence que la population n'a pu surmonter les tempêtes de l'histoire que grâce à une discipline puritaine et au travail. Pendant la Première Guerre mondiale, le Nord de la France fut occupé longtemps par les Allemands et fut le théâtre de batailles importantes. Les travailleurs des houillères et des usines textiles, les paysans flamands de la région frontalière étaient dans le régiment d'infanterie commandé pendant la guerre par l'officier de Gaulle, hommes opiniâtres et graves auxquels de Gaulle a toute sa vie identifié le peuple français. Cela, disons-le en passant, a eu pour conséquence que son style n'a jamais été bien compris au sud de la Loire. Cette différence se manifeste encore aujourd'hui dans les résultats électoraux: le Sud de la France n'est pas favorable à de Gaulle. D'un point de vue stratégique et de politique extérieure, sa relation au Nord de la France explique l'extrême attention prêtée par ce penseur politico-militaire à tout ce qui est allemand, à ce qui est pour lui un voisin et un ennemi mais aussi un voisin et un ami potentiel, ce qui lui fait avouer à l'occasion que son arrière-grand-mère était originaire de la Rhénanie-Palatinat.

L'ouvrage en question traite du comportement du commandement de l'armée allemande qui a permis la contre-attaque de la Marne en septembre 1914, du combat du grand-amiral *von Tirpitz* qui a conduit à la guerre sous-marine sans restrictions et à l'entrée en guerre de l'Amérique, du renversement du chancelier de l'Empire *von Bethmann-Hollweg* et à la dictature de fait des généraux qui, méconnaissant les courants politiques intérieurs et les rapports de forces militaires, a provoqué l'effondrement de 1918. De Gaulle dit le plus grand bien de la volonté de vaincre et de la capacité de souffrance du peuple allemand de même que de l'audace, de l'esprit d'entreprise et de la mise en œuvre efficace de tous les moyens qui caractérisent à son avis le commandement militaire allemand entre 1914 et 1918. Pour lui, le défaut commun de ces hommes remarquables réside dans leur penchant pour les entreprises démesurées, leur volonté d'étendre coûte que coûte leur pouvoir personnel, le mépris des limites imposées par l'expérience, la raison et les lois.

La grandeur consiste dans la dignité, la renommée, l'honorabilité et l'indépendance

La démesure, l'abus de pouvoir, le mépris des lois, rien n'est plus suspect à cet écrivain militaire formé aux normes du classicisme latin et français, imprégné d'histoire et tenant en haute estime la raison, la mesure et les valeurs éthiques, qui à l'âge de trente-cinq ans sort de son existence obscure d'officier subalterne en publiant son premier ouvrage. Certes de Gaulle admirait le génie militaire de Napoléon mais il a peu parlé de lui. Il lui reste étranger et ne le considère pas comme digne d'être imité car de Gaulle se distingue à bien des égards du grand consensus, non seulement en raison de son origine nordiste et bourgeoise, de sa formation humaniste, mais avant tout de son attachement à la mesure, au respect intelligent des limites. Son sens de la «grandeur» si souvent évoqué n'est pas en contradiction avec cela bien qu'il soit à l'origine de certains malentendus. Cette grandeur est pour lui une notion éthique: elle signifie dignité, renommée, honorabilité et indépendance. La grande nation doit rester fidèle à son attitude également lorsque, comme en 1940, il lui arrive un grand malheur et également quand, après la Seconde Guerre mondiale, elle dépend de l'aide étrangère, et surtout quand, comme aujourd'hui, il existe au monde des Etats beaucoup plus grands et puissants qui relèguent au second rang des pays comme la France et l'Angleterre, et aussi lorsque le Président de Gaulle, entre 1958 et 1962, accorde de son propre chef à l'empire colonial d'Afrique, qui fut longtemps la fierté des Français et de leur armée, une indépendance politique totale et ne songe aucunement à étendre le territoire ou à d'autres aventures telles que celles qui, par le passé, ont apporté à la France certes la gloire mais également beaucoup de revers et de souffrances.

De Gaulle a un jour condamné l'outrecuidance dont la France s'est parfois rendue coupable dans le passé. A ses yeux, la grandeur n'est pas la démesure, ni la supériorité matérielle, ni la présomption. Le fait qu'il ait insisté sur la notion de grandeur pourrait provenir du fait que la catastrophe de 1940 n'a cessé de l'inciter à voir dans le rétablissement de la force et de l'influence de son pays la mission de sa vie, d'autant plus que, pendant et après la guerre, ses propres alliés britanniques et américains les considéraient, lui et la France, avec un certain mépris. De Gaulle ne peut pas imaginer une Europe sans la France et une France sous tutelle étrangère. Son caractère rebelle et inflexible a été stimulé par le fait que des puissances lointaines comme l'Amérique et la Russie, de même que l'Angleterre, plus attachée à ses intérêts atlantiques qu'à l'Europe, se firent fort, après la victoire, de remettre de l'ordre dans les affaires européennes sans la France.

La Prusse de 1806 et la France de 1940 sont d'authentiques cas parallèles de l'histoire militaire

Durant la Seconde Guerre mondiale, depuis Londres, Alger et finalement Paris, de Gaulle s'est sciemment concentré sur la conduite politique, qui détermine aussi la conduite de la guerre, et il a fait exécuter les opérations militaires par ses généraux. Mais entre les deux guerres mondiales, il s'était trouvé en contradiction avec les conceptions de la hiérarchie militaire française qui selon lui étaient non seulement obsolètes et offraient donc peu de chances de succès en cas de guerre, mais ne cadraient pas avec la politique extérieure française. La mentalité et la doctrine stratégique du maréchal Pétain et des vieux généraux français demeuraient ce qu'elles avaient été entre 1914 et 1918: ils se reposaient pour ainsi dire sur leurs lauriers, à l'instar des généraux prussiens après la mort de *Frédéric le Grand* jusqu'à ce qu'à Iéna, dotés de leurs moyens obsolètes bien qu'autrefois éprouvés, ils subissent la défaite contre Napoléon. La Prusse de 1806 et la France de 1940 sont d'authentiques cas parallèles de l'histoire militaire. Rien n'était plus contraire à la pensée technique et tactique moderne de de Gaulle que l'attitude défensive attentiste qui s'exprimait par la construction de la Ligne Maginot. Il était persuadé que l'avenir appartenait à la guerre de mouvement et dans son livre «Vers l'armée de métier» (1934) il a, presque en même temps que des théoriciens allemands, prôné l'engagement d'unités blindées menant des opérations de façon autonome. Le conflit ouvert concernant la bataille de France de 1940 qui éclata entre de Gaulle et les vieux chefs militaires remontait aux conceptions qu'il aavaient recommandées durant des années et que ceux-ci avaient repoussées sans ménagements. Cela permit à de Gaulle d'expliquer depuis Londres que la défaite était due aux défaillances, à l'aveuglement et aux défauts du haut commandement et de ses méthodes.

En mars 1935, *Paul Reynaud*, influencé par les écrits de de Gaulle, intervint sans succès à la Chambre des députés pour demander que la France se dote d'une force d'intervention mobile sous forme de divisions blindées, car sinon, en cas de coup dur, elle ne pourrait pas se porter rapidement au secours de ses alliés d'Europe centrale et orientale. Reynaud avait demandé au colonel de Gaulle de lui écrire la partie militaire de son discours. L'occupation de la Tchécoslovaquie par la Wehrmacht d'Hitler puis, une fois la guerre éclatée, la défaite rapide de la Pologne apportèrent la preuve que la France était incapable de mener une offensive contre l'Allemagne pour venir en aide à ses alliés d'Europe orientale. Mais même ces leçons évidentes n'incitèrent pas le haut commandement français à mettre de l'ordre dans sa défense antichar et antiaérienne avant l'offensive allemande à l'Ouest. Dans le jugement de de Gaulle sur le commandant en chef de 1940, le général *Weygand*, le conflit entre deux générations, entre deux mondes, apparaît dans toute sa profondeur. Pour lui, le généralissime, qui fut emporté par un courant qu'il renonça à maîtriser, chercha l'issue qui lui était ouverte, c'est-à-dire la capitulation.

Nous avons perdu une bataille, mais nous n'avons par perdu la guerre

L'armistice de juin 1940 était le fruit, de Gaulle en était persuadé, de l'erreur de jugement des hommes responsables de la défaite. «Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, dit de Gaulle le 18 juin à la radio de Londres, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.» Il fallait alors pour faire cette déclaration une foi qui déplace les montagnes, mais qui s'avéra être l'expression d'un jugement clairvoyant qui estimait à leur juste valeur la situation militaire et politique. Il attira l'attention sur la combativité et les moyens presque illimités de l'Empire britannique et de l'industrie américaine qui créeraient cette «force mécanique» supérieure, alors qu'à Vichy on s'adonnait au rêve d'un accord de paix rapide entre l'Angleterre et l'Allemagne. Le slogan forgé à Londres par de Gaulle pour une affiche de la propagande gaullienne: «Nous avons perdu une bataille, mais nous n'avons pas perdu la guerre» pouvait s'appuyer sur de bonnes raisons avant même que la Russie et l'Amérique ne soient impliquées dans la guerre.

Ces précisions aussi ont leur importance pour la politique actuelle de de Gaulle. D'une part elles renforçaient sa confiance dans sa propre capacité de jugement, dans le bon sens, dans une attitude honorable. D'autre part, elles confortaient son idée que, au vu de la préparation insuffisante à la guerre de la

Suite page 5

Jean-Rodolphe von Salis

Biographie succincte

Jean-Rodolphe von Salis (1901-1996) était historien, journaliste politique et écrivain. Il vécut de 1925 à 1935 à Paris et travailla comme correspondant pour les journaux suisses «Der Bund» et «Die Weltwoche». De 1935 à 1968, il fut professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Dans une prochaine édition d'*Horizons et débats,* nous évoquerons ses activités de rédacteur de la «Weltchronik».

Prix et distinctions

- Prix littéraire de la ville de Berne
- Prix littéraire du canton d'Argovie
- Médaille Friedrich-von-Schiller
- Prix culturel de la ville de Zurich
- Prix culturel du canton des Grisons
- Prix de l'Académie française
- Officier de la Légion d'honneur
- Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne
- Ordre du Mérite de la République d'Autriche

Il a également été fait docteur honoris causa des universités de Genève, Vienne, Hambourg et Lausanne.

Bibliographie

Rainer Maria Rilkes Schweizer Jahre, Frauenfeld, 1936

Weltgeschichte der neuesten Zeit, Zurich, 1951–60

Perte ou métamorphose de la culture?, Neuchâtel, 1955

Im Laufe der Jahre, Zurich, 1962

Weltchronik 1939–1945, 1964

Schwierige Schweiz, Zurich, 1968

La Suisse diverse et paradoxale, Neuchâtel, 1971

Geschichte und Politik, Zurich, 1971

Sismondi, 1773–1842. La vie et l'œuvre d'un cosmopolite philosophe, Lettres et documents inédits suivis d'une liste des sources et d'une bibliographie, Genève, 1973

Grenzüberschreitungen, Zurich, 1975/78

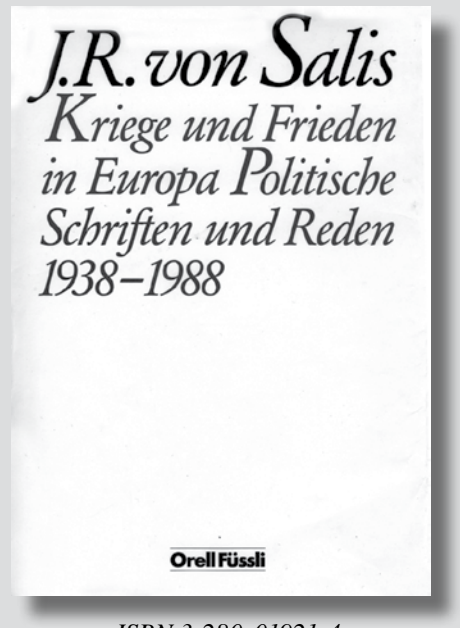
Notizen eines Müssiggängers, Zurich, 1983

Parler au papier: carnets, 1981–1983, Lausanne, 1984

Innen und Aussen, Zurich, 1987

Kriege und Frieden in Europa, Zurich, 1989

Letzte Aufzeichnungen, Zurich, 1994



ISBN 3-280-01921-4

«Général de Gaulle …»
suite de la page 4

Grande-Bretagne dans les premières années de la guerre et la longue neutralité des Etats-Unis, qui ne furent entraînés dans la guerre qu'à la suite de l'attaque japonaise de Pearl Harbour, la France devait posséder sa propre force défensive pour faire face à d'éventuelles surprises. Finalement, de Gaulle fonde sur ces expériences la conviction que seul un pays dont l'armée est équipée des moyens les plus modernes de la technique militaire a quelque espoir d'être pris au sérieux en politique étrangère.

Lorsque de Gaulle reprit la tête du gouvernement français en 1958, un précédent président du Conseil des ministres, *Gaillard*, avait déjà pris la décision, sur le conseil de son chef d'état-major, de faire de la France une puissance nucléaire. Le Général la fit ensuite réaliser et expérimenter dans la mesure du possible, et il est clair qu'à cette occasion, le souvenir de l'absence de blindés au début de la guerre précédente et le retard de l'intervention des alliés de la France lui trottaient dans la tête.

De Gaulle réfuta l'objection selon laquelle l'Amérique disposait d'une réserve de bombes à côté de laquelle la force nucléaire française ne pesait pas lourd en faisant remarquer qu'on n'avait encore jamais entendu dire qu'un allié plus faible ne pouvait pas posséder les armes les plus modernes. Et il argua aussi qu'on ne pouvait raisonnablement pas attendre d'un allié plus puissant, mais éloigné, qu'il expose, en raison d'un conflit en Europe, ses propres villes à la destruction. De Gaulle n'a jamais oublié qu'en 1940, le président Roosevelt avait repoussé de façon assez cassante l'appel au secours du Président du conseil des ministres Reynaud et que qu'il n'avait même pas laissé entrevoir officieusement une aide ultérieure des Etats-Unis.

Dans cette perspective, on comprend que le président de l'Etat français se soit tenu à l'écart dans la question du Traité de non prolifération des armes nucléaires. A son avis, un tel Traité transformerait simplement l'hégémonie de fait de l'Union soviétique et de l'Amérique, qui impliquait le partage de l'Europe, en un renforcement du monopole stratégique accepté par les Etats plus petits. Seule la promesse de ces deux puissances de réduire leur force nucléaire et de prendre leur désarmement au sérieux pourrait justifier le renoncement de la France à l'arme nucléaire. Selon une expérience jamais démentie, la politique extérieure et la stratégie, la diplomatie et l'état de préparation à la guerre sont interdépendants et nécessitent donc une adaptation des moyens de défense aux intérêts de la politique extérieure d'un Etat.

La question du Rhin est une affaire concernant les Allemands et les Français

Pas moins que dans les questions de stratégie et de technique militaires, on peut suivre la continuité et la logique des conceptions de de Gaulle en politique européenne. Le troisième tome de ses «Mémoires de guerre» contient une note concernant son entretien avec *Harry Hopkins*, ambassadeur spécial du président Roosevelt qui rencontra à Paris le chef du gouvernement français d'alors un des derniers jours de janvier 1945, à la veille de la conférence de Yalta. De Gaulle reprocha à son visiteur le fait que l'Amérique voulait régler les destinées de l'Europe en l'absence de la France, et que c'était d'autant plus incompréhensible qu'ensuite on serait obligé de s'assurer de l'accord de Paris. Hopkins n'avait pas contesté cela et signalé la collaboration de la France au sein de la «Commission européenne» de Londres; par ailleurs, il avait fait remarquer que les Etats-Unis étaient plus disposés que les deux autres alliés à résoudre la question du Rhin comme le souhaitait la France. De Gaulle répondit que la question du Rhin ne serait pas réglée par l'Amérique, et pas non plus par la Russie ou la Grande-Bretagne. La solution, s'il y en avait une, ne pourrait être trouvée un jour que par la France ou par l'Allemagne. Toutes deux l'avaient longtemps cherchée l'une contre l'autre. Demain, elles la découvriraient peut-être en s'associant.

Ces mots expriment la clairvoyance et la fierté. La clairvoyance, en ce sens que le chef du gouvernement français, avant même que les troupes alliées aient franchi le Rhin et forcé la Wehrmacht à capituler malgré toutes les souffrances et les ressentiments que l'expérience de la guerre et de l'occupation avaient laissés dans l'esprit des Français, considérait que l'avenir devait être réglé, si possible ensemble, par les Allemands et les Français. La fierté, parce qu'un homme d'Etat de cette partie du monde ne pouvait pas accepter, malgré les rapports de force dominants, que les Américains, les Russes et les Anglais se fassent fort de régler, sans la collaboration des peuples d'Europe les plus directement concernés, des questions qui, en l'occurrence, regardaient en premier lieu deux nations importantes, la France et l'Allemagne.

Ce que de Gaulle reprocha dès lors aux conférences de Yalta et de Potsdam n'était rien d'autre que la tentative de puissances d'outre-mer de régler, en association avec la Russie soviétique, les questions de l'avenir de l'Europe par le moyen des zones d'influence. Il put toutefois être satisfait que, lors de l'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche, la France obtienne une des quatre zones d'occupation proportionnelle à la participation de l'Armée française à la campagne du Sud de l'Allemagne, ainsi qu'un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies, à côté de l'Amérique, de l'Angleterre, de la Russie et de la Chine, de même qu'un représentant au Conseil interallié qui, selon les Accords de Potsdam, était compétent pour l'administration de l'Allemagne. Cela ne l'empêcha pas dès lors de considérer avec insistance la responsabilité et l'indépendance des peuples et Etats européens, autant envers l'Amérique qu'envers la Russie, comme le but véritable et nécessaire de la politique française et européenne. Lorsque le 11 septembre 1945, le conseil des quatre ministres des affaires étrangères alliés, créé à Potsdam, allait se réunir à Londres, de Gaulle déclara la veille dans une interview du «Times» de Londres: «La Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, normalement la presqu'île ibérique et d'autres pays aspirent de façon naturelle à une collaboration économique et culturelle avec la France et l'Angleterre. Si ce facteur historique était négligé, ce serait une source d'inquiétudes en Europe […] En tant que puissances démocratiques, la France et l'Angleterre, mais tout autant leurs voisins les plus proches parmi les autres nations, doivent honorer les traditions qui leur confèrent un caractère particulier et d'ailleurs sensiblement analogue.»

C'en était fait de l'Europe si la France n'avait pas été présente lors de la victoire

Au moment où l'Europe de l'Est se retrouva sous l'emprise du communisme, de Gaulle mit en évidence le caractère «démocratique» des peuples de l'Europe occidentale, ce qui, en France, fâcha les communistes dont le journal imprima en gros caractères: «Un bloc de Ouest? Non!» Une année avant le discours de Churchill à Zurich, le chef du gouvernement français prôna l'idée d'une compréhension et d'une collaboration des peuples de l'Europe de l'Ouest en incluant expressément l'«Allemagne de l'Ouest» comme partenaire. Pourquoi seulement l'Allemagne de l'Ouest? Certainement parce qu'un esprit politique pouvait reconnaître, l'année des conférences de Yalta et de Potsdam déjà, que la zone d'occupation soviétique vivrait à long terme séparée du reste de l'Allemagne. Bien que les années suivantes, le mouvement pour une Europe unie ait emprunté d'autres voies que celles que de Gaulle avait en tête, il est un authentique Européen au sens historique, culturel et libéral. Lorsque quelques semaines après la fin de la guerre il visita la ville de Stuttgart en ruines, il sentit son cœur d'Européen se serrer. Ensuite, à Fribourg, il rappela les liens qui jadis rapprochaient les Français et les Allemands du Sud et qui devaient réapparaître pour construire l'Europe et l'Occident». Des hommes d'Etat belges lui donnèrent alors l'assurance que c'en était fait de l'Europe si la France n'avait pas été présente lors de la victoire». Il est significatif que non seulement de Gaulle, mais aussi la politique de la IVe République qui fut menée entre 1946 et 1958 sans sa participation s'engagea dans des rapports plus étroits avec la République fédérale d'Allemagne qu'avec la Grande-Bretagne. A l'époque du débarquement des Anglo-américains en juin 1944, Churchill lui lança à la figure, dans une des violentes disputes qu'il eut avec de Gaulle: «Sachez-le! Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous serons toujours pour le grand large. Chaque fois qu'il me faudra choisir entre vous et Roosevelt, je choisirai toujours Roosevelt.» De Gaulle raconte dans ses Mémoires qu'en 1945, il avait essayé de gagner Churchill à l'idée de l'Europe, mais qu'il avait échoué. A la fin, ils s'étaient mis d'accord sur le fait que l'Angleterre était une île, la France un avant-poste d'un continent et l'Amérique un autre monde.

Entre-temps les relations entre la Grande-Bretagne et la France et l'Europe ont subi diverses variations. Après la fin de la guerre, l'insularité profondément enracinée historiquement, géographiquement et économiquement chez les Anglais n'a guère changé. Le gouvernement travailliste dirigé par *Attlee* qui était au pouvoir depuis juillet 1945 a refusé de participer au projet d'union économique des pays d'Europe occidentale. L'Angleterre n'est pas entrée dans la Communauté du charbon et de l'acier créée par *Robert Schuman*. En tant que chef de l'opposition conservatrice à partir de 1946, Churchill a bien prôné une Europe unie dans des discours ayant un vaste impact. Mais lorsque dans les années 1950 il fut redevenu Premier ministre, il a refusé la participation de l'Angleterre au projet de Communauté de défense européenne, avant même que le Parlement français ne la rejette également. L'Angleterre avait également rejeté le Traité de Rome qui a créé la *Communauté économique européenne* et signé dix ans auparavant. Mais le 14 janvier 1963, c'est le Président de Gaulle qui, dans une célèbre conférence de presse, mit fin aux négociations entre le gouvernement britannique et la Commission européenne de Bruxelles. Ses explications suscitèrent plus d'opposition par leur forme que par leur fond. Après bien des mois, ces négociations n'avaient apporté aucune solution aux questions des préférences du *Commonwealth* et du marché agricole commun; les négociateurs impliqués avaient l'impression qu'elles auraient fini en queue de poisson des semaines, voire des mois plus tard.

Coopérer avec l'Ouest ou avec l'Est […] sans jamais accepter une quelconque dépendance

La Commission européenne de Bruxelles, dans son rapport d'expertise sur ce problème, avait souligné la situation critique de l'économie anglaise, le caractère désuet de ses structures et traditions, le déficit permanent de sa balance commerciale, la faiblesse de la livre dévaluée entre-temps et la difficulté de l'Angleterre à adhérer à la politique agricole de la C.E.E. Selon la position française, la Grande-Bretagne devait d'abord mettre de l'ordre chez elle et mener une réforme radicale de son économie et de sa politique car la Communauté des six n'était pas encore assez forte pour supporter les charges et les retards énormes de l'économie anglaise. La Communauté elle-même avait encore quelques problèmes à résoudre. De plus, des raisons politiques étaient sans doute déterminantes pour la demande d'adhésion des Britanniques car l'étroite coopération franco-allemande faisait comprendre aux hommes politiques britanniques que leur pays, en se tenant si longuement à l'écart, avait perdu son ancien rôle d'arbitre et beaucoup de son influence sur l'Europe.

On a souvent fait référence à une formule des «Mémoires» de de Gaulle qui pourrait sonner un peu bizarre aux oreilles modernes: Pour que l'Europe puisse trouver son équilibre et une paix durable, écrit-il, «les Slaves, les Germains, les Gaulois et les Latins» devraient s'associer. Et sa formule d'une «Europe de l'Atlantique à l'Oural» est aussi ancienne que ses discours de guerre. De Gaulle a toujours considéré les deux possibilités, une alliance avec l'Amérique ou avec la Russie: Dans le dernier volume des Mémoires, il dit vouloir coopérer avec l'Ouest ou avec l'Est et, le cas échéant, conclure les alliances nécessaires avec l'un

Suite page 6

«Cela ne l'empêcha pas dès lors de considérer avec insistance la responsabilité et l'indépendance des peuples et Etats européens, autant envers l'Amérique qu'envers la Russie, comme le but véritable et nécessaire de la politique française et européenne.»

Source: J.R. von Salis: Kriege und Frieden in Europa, p. 240

«*Benesch:* […] La décision de faire la guerre ou non était entre mes mains, mais au moment des Accords de Munich, j'ai préféré ne pas faire la guerre. Si je m'étais décidé pour la guerre, j'aurais dû la mener contre la France et l'Angleterre.

Très étonné, je lui demande pourquoi.

Benesch: Si j'avais défendu le pays militairement et obtenu le soutien de la Russie, Daladier et Chamberlain auraient mené une croisade antibolchévique contre nous et la Russie. J'y ai donc renoncé car à ce moment-là, la Russie risquait encore d'être battue.

La Russie était-elle faible en 1938?

Benesch: Oui, assez faible, en tout cas plus faible qu'en 1940 et 1941. J'ai préféré sacrifier le pays. Il fallait attendre. C'était une tragédie. A l'époque, les puissances occidentales voulaient éviter la guerre et la révolution et ils les ont eues avec des effets plus effroyables et plus importants que s'ils avaient retenu Hitler lorsqu'il était encore temps.»

Source: J. R. von Salis, Kriege und Frieden in Europa, p. 123–124

«Benesch évoqua tout d'abord un entretien qu'il avait eu le 28 mai 1939 avec le président Roosevelt à la Maison Blanche. Celui-ci parlait lentement et de manière appuyée, si bien que j'ai pu retenir sans peine notre dialogue.

Benesch: On va avoir la guerre.

Roosevelt: Quand?

Benesch: Un jour après le 15 juillet.

Roosevelt: Qui va être attaqué?

Benesch: La Pologne.

Roosevelt: Combien de temps la guerre va-t-elle durer?

Benesch: Au bout de deux semaines, les Allemands seront devant Varsovie et la campagne sera terminée au bout de six semaines.

Roosevelt (étonné): Comment pouvez-vous le savoir?

Benesch: Parce que je connais les Polonais et que je connais les Allemands.

Roosevelt: Et ensuite?

Benesch: Les Allemands attaqueront la Hollande, la Belgique et probablement la Suisse. Vous ne pourrez pas l'empêcher si vous voulez porter la guerre en France et en Angleterre. L'Angleterre va se défendre mais la Russie sera entraînée dans la guerre.

Roosevelt: Comment la guerre contre la Russie va-t-elle se dérouler?

Benesch: Les Allemands ne pourront pas la gagner. Ils avanceront peut-être jusqu'à l'Oural, mais ils ne pourront pas vaincre la Russie.

Roosevelt: Et les autres pays?

Benesch: les Etats-Unis seront également impliqués dans la guerre.

Roosevelt: Pourquoi?

Benesch: Parce qu'à la longue, l'Angleterre ne pourra pas tenir et qu'elle aura besoin de l'aide des Etats-Unis. Si les Américains laissent les Allemands vaincre l'Angleterre, l'Allemagne attaquera aussi l'Amérique.

Source: J. R. von Salis, Kriege und Frieden in Europa, p. 122–123

«Général de Gaulle …»
suite de la page 5

ou l'autre sans jamais accepter une quelconque dépendance. Quand le président *Kennedy,* avant sa rencontre avec *Khrouchtchev* à Vienne, au début du mois de juin 1961, rencontra de Gaulle au palais de l'Elysée, celui-ci expliqua que l'OTAN était acceptable en tant que coalition d'Etats indépendants mais au cas où l'Amérique ou l'Angleterre en feraient un instrument de domination de l'Europe, il faudrait s'y opposer.

L'OTAN était à la fois une alliance et une organisation; l'alliance était incontestée mais l'organisation était désuète, une défense intégrée sous le commandement américain n'était plus acceptable. En effet, d'une part, Washington ne possédait plus le monopole des armes nucléaires, ce qui réduisait la valeur du parapluie nucléaire américain, d'autre part, l'Europe s'était remise de la guerre et affirmait sa volonté d'indépendance et, finalement, l'Amérique s'était engagée dans d'autres régions du monde. Le commandement américain avait déjà élevé le seuil de la riposte nucléaire, ce qui voulait dire qu'il avait repoussé le moment où les armes nucléaires seraient activées. Cet avis était partagé par *Adenauer* qui s'était exprimé dans le même sens devant Kennedy. La crise de Cuba de 1962 confortait de Gaulle dans son idée que l'Europe n'avait qu'un intérêt secondaire pour les Américains. Et de Gaulle restait convaincu qu'une alliance trop étroite de l'Europe occidentale avec les Etats-Unis rendrait définitive la division de notre continent. Entre-temps, la France a quitté l'organisation intégrée de l'OTAN.

L'un des biographes de Kennedy écrit que son intérêt pour de Gaulle n'avait jamais diminué, que de Gaulle avait été «un de ses héros». A la conférence de presse suivant les entretiens avec de Gaulle à Paris, le Président Kennedy a reconnu que la politique des années 1945 à 1950 ne convenait plus aux besoins des années 1960. La lutte s'était déplacée vers l'hémisphère sud où l'on avait à craindre non pas des armées puissantes mais la subversion, les émeutes et le désespoir. L'heure était venue où il fallait lutter ensemble contre la pauvreté, l'injustice et l'oppression dans le monde sous-développé.

C'était sans doute exprimer la pensée de de Gaulle qui considère l'aide au monde sous-développé comme un objectif de la politique française, contrairement à l'opposition intérieure. Peut-être que le Général ne trouve nulle part plus de popularité qu'en Afrique, en Asie et même en Amérique du Sud. Par sa politique radicale de décolonisation et la paix avec l'Algérie, également imposée malgré l'opposition acharnée des extrémistes et des militaires français, il avait prouvé que la France renonçait définitivement à son impérialisme.

Le droit à l'autodétermination pour les pays d'Asie orientale et l'Algérie

En 1945, les Etats-Unis avaient repris l'héritage de l'Empire japonais dans le Pacifique et en Asie centrale. Ils s'obstinaient à ne pas reconnaître la Chine nouvelle, comme si ce grand empire qui avait vécu pendant des dizaines d'années sous la tutelle de l'Amérique n'avait pas le droit de prendre ses affaires en mains. Le fait que cela se fasse sous la forme d'un régime communiste ne changerait rien au fait que la Chine, en 1949, avait décidé de prendre son destin en main. La reconnaissance diplomatique du gouvernement de Pékin par la France, aussi minimes qu'aient pu en être les avantages, se fit certainement dans le souci de ne pas se laisser entraîner par l'Amérique dans des conflits en Asie orientale et peut-être même dans une guerre. Dans son discours de Phnom Penh, de Gaulle condamna très sévèrement la guerre du Vietnam. Et alors qu'il répétait que la France actuelle ne pouvait en rien contribuer à son règlement, il tenait à décliner toute responsabilité pour l'invasion américaine en Asie et à demander le droit à l'autodétermination pour ces pays – comme la France elle-même l'avait accordée par les Accords de Genève de 1954 pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge et par les Accords d'Evian de 1962 pour l'Algérie.

C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les efforts de de Gaulle en vue d'une entente avec l'Union soviétique et les autres Etats d'Europe centrale pour contribuer à la détente entre la République fédérale d'Allemagne et ses voisins de l'Est. Il lui importe que l'Europe ne soit pas attirée dans les dangers auxquels sont exposées les politiques intérieure et étrangère américaines. Avec l'ascension énorme du pouvoir des Etats-Unis va de pair une évolution intérieure qui ne présage rien de bon et le déploiement du pouvoir pourrait entraîner des complications en Amérique du Sud, dans le Pacifique et en Asie centrale qui pourraient avoir des répercussions en Europe. Il est évident que l'Amérique parcourt les étapes de son histoire que les puissances européennes ont déjà parcourues à l'époque de leur politique présomptueuse de conquête et de grandes puissances.

Détente, entente, coopération avec l'URSS

Si de Gaulle défendait depuis toujours l'indépendance d'une Europe réconciliée avec elle-même, prête à coopérer et qui ne soit dominée ni par l'Amérique ni par la Russie, c'est que face aux dangers pour la paix dans le monde, il lui paraît particulièrement urgent de surmonter la division de l'Europe. Il lui importe de sauver la paix en Europe si la guerre du Vietnam devait se répandre en Asie et il ne poursuit pas d'autre objectif que de surmonter le fossé séparant l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est en proposant au gouvernement soviétique une politique en trois étapes: détente, entente, coopération. Dans ces efforts, la question allemande lui paraît être le problème central et il maintient son idée de la nation comme base de toute vie politique en voyant dans la disparition de la division de l'Allemagne, dans la réunification des deux Etats en un seul Etat nation, la clé vers la grande communauté des peuples slaves, germaniques et latins d'Europe. Sans aucun doute, cette politique est encore très éloignée de son but car elle demande, d'après de Gaulle, des sacrifices des deux côtés: des côtés russe et polonais le sacrifice de l'accord pour la réunification allemande, du côté allemand le sacrifice du renoncement aux territoires à l'est de l'Oder et de la Neisse.

Ce qui est curieux dans les discours que de Gaulle prononce à Bonn, Moscou ou Varsovie, c'est le fait qu'ils ne peuvent pas mener à court terme au succès et qu'ils font même ressortir les différences existant entre l'idée de l'Europe de de Gaulle et les points de vue bétonnés des politiques de l'Allemagne fédérale, de la Pologne et de l'URSS; mais c'est aussi le fait que des deux côtés, on écoute le prophète d'une Europe plus grande et pacifique avec un mélange de gêne et d'approbation et qu'on tâche de s'assurer de son amitié.

Dans ce contexte, il faut voir qu'on cherche partout une alternative à la politique menée jusqu'à présent par les deux blocs ennemis et que suite aux foyers de conflits d'outre-Pacifique et d'Asie centrale cette alternative ne peut être qu'une entente entre l'Allemagne et la Russie, encouragée par la France comme médiatrice. De Gaulle lui-même, dans ses discours prononcés en Pologne, a expliqué que l'indépendance face à l'hégémonie américaine à laquelle la France aspire pour elle-même et pour l'Europe occidentale, doit être accompagnée d'une indépendance comparable face à l'hégémonie russe de l'autre côté de notre continent. Une vision vraiment ambitieuse qui peut maintenant référer à certains phénomènes de détente dans les blocs des alliances de l'Ouest et de l'Est et qui témoigne de la ténacité avec laquelle, depuis Yalta, le Général s'est opposé à la division de l'Europe en zones d'occupation et en sphères d'intérêt des deux superpuissances. Mais même ces superpuissances pourront – à la suite de l'essor d'une troisième grande puissance en Asie, d'autres difficultés auxquelles elles sont confrontées et finalement de la renaissance du besoin d'indépendance des Etats européens – se voir un jour contraintes de réduire leur position de force qui était la conséquence directe de leur victoire commune de 1945 et de la faiblesse de l'Europe.

La pensée de de Gaulle anticipait-elle des évolutions futures?

Comme en 1940, on peut dire en 1968 qu'il faut avoir une foi qui déplace les montagnes pour pouvoir parler d'une évolution qui dégagerait la grande route stratégique vers une entente pacifique menant de Paris à Moscou en passant par Bonn, Berlin et Varsovie. Mais comme à l'époque, cette foi n'est pas aveugle; elle ne correspond pas à une mentalité à tendance utopique; les arguments sur lesquels elle s'appuie ont leur origine dans la raison historique, dans une appréciation des événements refusant la «politique des blocs», bref dans l'expérience et l'utilisation des moyens à disposition. Chacune sait que, tout au long de sa vie, les opinions du Général ont suscité la réprobation parce qu'elles étaient contraires aux préjugés courants, aux conceptions traditionnelles et aux points de vue formalistes, c'est-à-dire qu'elles étaient contraires à tout ce qui provenait de la persistance de conceptions dépassées et de la paresse d'esprit. Quand les armées hitlériennes dominaient la moitié de l'Europe et que les Anglais s'étaient retirés dans leur île, restant seuls sans moyens de pression militaires, l'appel du 18 juin du général de Gaulle parut ridicule aux contemporains. Quatre ans plus tard, les événements lui donnèrent raison.

On pourrait dire que de Gaulle, avec son mépris pour ce qui était ordinaire était condamné, ou qu'il s'était condamné lui-même, à choquer ses contemporains par ses déclarations et ses prises de position. Plus d'une fois, il s'est avéré que ce sentiment provenait de ce que les réflexions de de Gaulle ne portaient pas sur la politique quotidienne mais anticipaient des évolutions futures. Un de ses biographes parle du Général comme d'un pédagogue politique. Il ne fait pas de doute qu'il a essayé d'enseigner des vérités qui n'étaient ni courantes ni à courte vue. Cela impliquait le risque d'avoir raison trop tôt ou d'être réfuté par les événements. Un tel homme doit faire preuve de ténacité et de patience, voire de dureté envers lui-même et les autres, ce qui a pour conséquence qu'il ne cesse de choquer avant que les autres ne découvrent que ses théories n'étaient peut-être pas si erronées qu'elles semblaient au premier abord. En lisant les livres et les discours de de Gaulle, on trouve souvent des expressions comme «le fond des choses», «la nature des choses» et ces répétitions nous apprennent quelque chose sur l'attitude mentale de leur auteur. Les praticiens de la politique quotidienne, à notre époque de précipitation, ne vont guère jusqu'au fond des choses et leurs sources d'information habituelles ne tiennent pas toujours compte de la nature des choses. On n'est pas habitué à ce qu'un esprit philosophique ou pédagogique occupe une haute fonction dans l'Etat et l'utilise pour présider aux destinées de son peuple et des autres peuples.

Grâce à de Gaulle, la Communauté des six n'est pas devenue une tête de pont atlantique

Naturellement, le général de Gaulle est avant tout intervenu dans le destin de la France. Son attitude pendant la guerre l'avait amené à s'opposer à la bourgeoisie conservatrice qui, après la libération, regarda son zèle réformateur d'un œil méfiant. Bien qu'enraciné dans les traditions, il était un esprit moderne qui avait un sens aigu des problèmes et des besoins d'un monde en pleine mutation. Il voulait donner des structures modernes à son pays. Il nationalisa des secteurs importants de l'économie comme les sources d'énergie, les transports, l'industrie automobile et aéronautique, le crédit, etc. et c'est à l'époque de la libération que fut instaurée la planification pour réduire les retards de la production industrielle en étroite coopération entre l'Etat et l'économie privée. Après son retour au pouvoir en 1958, aidé par un corps de fonctionnaires hautement spécialisés, il reprit en main cette mission de progrès technique, industriel, agricole et scientifique. La création du Marché commun conduisit tout d'abord à l'intégration économique de l'Europe occidentale qui voyait la France abandonner son traditionnel protectionnisme et adopter le libre-échange. Ainsi, sous l'influence des événements et de la politique gaulliste, la Communauté des six n'est pas devenue une tête de pont atlantique; elle a évolué vers une communauté européenne autonome. Finalement la Cinquième République a donné à l'Etat des institutions solides et au gouvernement une plus grande indépendance face aux fluctuations de la vie parlementaire. Toutefois, cette stabilité est sans doute due en grande partie à ce que le Président de la République, personnalité exceptionnelle, tient bien en main la machine gouvernementale.

Des observateurs indépendants de la politique française ne croient pas que la France, si le Général se retire, reviendra aux habitudes politiques de la quatrième République. Ils pensent que les grandes lignes de la politique de de Gaulle subsisteront, d'autant plus qu'elles correspondent aux intérêts de la France et ne sont pas du tout impopulaires. La politique gaulliste a été adoptée par les masses si bien qu'on ne s'attend pas à ce qu'elle disparaisse de sitôt.

C'est avant tout la nouvelle politique envers la Russie et l'Europe de l'Est qui est très populaire dans de larges couches de la population et si à la suite d'élections futures la gauche, avec l'aide des communistes, prenait le pouvoir, la fin de l'entente avec Moscou et Varsovie serait encore plus improbable. Un après-gaullisme bourgeois cherchera également à encourager cette entente. Il ne faut pas s'attendre à un changement de l'attitude française face à l'OTAN, même pas si les relations avec l'Amérique s'améliorent.

Le fait que des dangers ne venant pas seulement de l'Est mais aussi de l'Ouest puissent menacer à la suite des interventions américaines en Asie orientale et ailleurs peut être le vrai facteur nouveau qui survivra certainement dans l'opinion publique française à la présidence du général de Gaulle. La question de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ne fait pas de vagues dans l'opinion française; elle approuve l'entente avec l'Allemagne car elle est dans l'intérêt du pays et de la paix. En résumé, on peut constater que la personnalité du Général possède une force qui laissera des traces profondes dans la vie et la pensée de la France au-delà de l'époque de son activité politique. •

Source: J. R. von Salis, *Kriege und Frieden in Europa,* chapitre «General de Gaulle. Analyse eines Phänomens», janvier 1968, p. 230 sqq.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Dans le dernier volume des Mémoires, il dit vouloir coopérer avec l'Ouest ou avec l'Est et, le cas échéant, conclure les alliances nécessaires avec l'un ou l'autre sans jamais accepter une quelconque dépendance. Quand le président Kennedy, avant sa rencontre avec Khrouchtchev à Vienne, au début du mois de juin 1961, rencontra de Gaulle au palais de l'Elysée, celui-ci expliqua que l'OTAN était acceptable en tant que coalition d'Etats indépendants mais au cas où l'Amérique ou l'Angleterre en feraient un instrument de domination de l'Europe, il faudrait s'y opposer. L'OTAN était à la fois une alliance et une organisation; l'alliance était incontestée mais l'organisation était désuète, une défense intégrée sous le commandement américain n'était plus acceptable.»

Source: J.R. von Salis: Kriege und Frieden in Europa, p. 242

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Respecter et renforcer la famille, communauté de vie naturelle

par Reinhard Koradi, président de l'association «Jugendberatung», Zurich

Pourquoi cette contribution avec le thème «Respecter et renforcer la famille comme communauté de vie naturelle»? Pourquoi moi, père de famille et grand-père, je m'occupe de ce thème?

Parce que je me fais du souci pour la famille. La famille est dans le collimateur de différentes idéologies hostiles à la famille et je dirais même hostiles aux êtres humains. Comme grand-père et représentant de la génération plus âgée je me dois d'assumer la responsabilité envers les générations plus jeunes. C'est mon devoir de transmettre mon savoir et mes expériences en tant que père mais aussi en tant que citoyen. Par l'éclairage de ma contribution, je veux éviter les écueils sur notre antenne-radar pour nous tenir à distance et ne pas courir le danger de faire naufrage dans l'éducation de nos enfants.

De par mes origines, mes arguments sont issus du point de vue d'un Suisse sur fond de culture chrétienne et occidentale. Cependant j'invite cordialement toutes les autres cultures à réfléchir à mes explications sur la base de leur culture et de leurs valeurs.

Dans la famille – dans la cohabitation des parents avec les enfants – l'héritage des acquis culturels, sociaux et politiques est ancré émotionnellement dans la génération future, indépendamment des cultures concernées.

L'attaque contre la famille

Différents courants de l'esprit du temps menacent et détruisent la famille.

La famille devient de plus en plus le terrain de jeu d'idéologues socio-politiques. Très souvent bien camouflés et marqués d'une fausse étiquette, des groupes d'intérêts les plus divers essaient d'abuser de la famille pour leurs propre buts.

Inquiétants sont surtout les efforts pour diffamer et dissoudre l'institution de la famille qui a fait ses preuves depuis des générations. Par ailleurs, la cohabitation de la mère et du père avec leurs enfants est une donnée naturelle. La famille est le nid dans lequel les enfants grandissent et trouvent la protection et la sécurité. La famille est l'école de la vie dans laquelle se fondent les bases culturelles et de l'amour pour la patrie.

La famille peut être désignée comme la communauté d'éducation et de formation la plus importante pour la cohabitation humaine. Ce n'est pas simplement une «unité d'organisation» de n'importe quelle accentuation. Elle est une communauté vitale, choisie consciemment par l'homme et la femme, du point de vue biologique et moral et comme la cellule originale de la société.

La famille, un château fort contre l'esprit du temps

Au sein de la famille, il y a encore des forces qui représentent un système immunitaire naturel contre les pratiques de «changement de société» (Social-Engineering). Il est donc logique que les architectes et les ingénieurs sociaux veuillent détruire la communauté de vie naturelle des parents et des enfants, le noyau de la société humaine.

Quel sera donc cet avenir d'après les visions des «esprits modernes»?

- Une élite devra s'établir. Depuis un point de commande central les destins de l'humanité sur notre planète devront être guidés d'après les idées d'une minorité.
- Une société 80/20% sera créée. Ce qui signifie que 80% des êtres humains seront mis sous tutelle, dévalorisés et devront se soumettre à l'élite puissante.
- Des activistes écolo se servent de la prétendue surpopulation souvent évoquée et de «l'exploitation effrénée des ressources» pour exiger une réduction draconienne de la population mondiale.
- Le fonctionnement économique (la rentabilité) guidera la vie humaine. Des règles économiques détermineront la valeur ou la non-valeur. Celui qui n'est pas utile n'a pas de valeur. C'est la renaissance de «la vie sans valeur» qui est de nouveau devant nos portes.
- L'arme contre la liberté et l'indépendance sera le centralisme. La contrainte et l'oppression se mettent à la place de la démocratie et de l'humanisme.
- Dans de petits espaces où l'on garde une bonne vue d'ensemble, cette sombre vision d'avenir ne peut pas être réalisée; c'est pour cette raison que l'Etat national doit être supprimé pour faire place à un gouvernement mondial.

Bien que ce soit difficile à comprendre, il existe vraiment des «maîtres penseurs» et des «usines à penser» qui publient de telles visions de l'avenir et voudraient aussi les réaliser. Mais tant que des forces naturelles et humaines font de la résistance contre ces intentions condamnables, sournoises et méprisantes pour les êtres humains, l'humanisme ne périra pas.

Le havre de l'humanité est la famille. Dans l'échange entre les parents, les enfants et les frères et sœurs, les valeurs et les vertus permettant une cohabitation en paix au sein de la communauté sont acquises et donnent la capacité de vivre.

Pour cette raison, d'après l'opinion des réformateurs sociaux, la fonction protectrice, le devoir de l'éducation et de la formation, doivent être minés.

«Les tentatives de détruire la famille s'attaquent là où la cohabitation des parents avec les enfants peut être perturbée.»

Avec la décadence du mariage et de la famille, les êtres humains perdent leur orientation morale et culturelle. Des êtres sans orientation se laissent plus facilement manipuler et mener par le bout du nez. Ils perdent leur autonomie, leur confiance en eux, deviennent muets et se laissent facilement entraîner à commettre des crimes contre l'humanité.

Mais ne nous laissons pas décourager ni tromper. Jusqu'à présent, les gens ont résisté avec succès et ont pu empêcher pour la plupart la réalisation de ces sombres projets. Cependant, les techniques et les façons d'agir pour le changement de société sont devenues plus subtiles et plus perfides.

La propagande ou la manipulation précèdent le changement des valeurs

Le précurseur de nouvelles valeurs est la propagande. Dans tous les domaines de la vie, de nouvelles orientations sont introduites par la répétition incessante des «crédos» des manipulateurs. Les messages sont le plus souvent cachés, répandus parmi les gens comme le loup déguisé en agneau.

L'égalité de l'homme et de la femme, égalité des chances, protection de la nature et de l'environnement, harmonisation, prévention de dépendances, protection contre les violences sexuelles, tolérance, société ouverte, antiracisme, interdiction de la discrimination, autodétermination et intégration sont ces paroles vides de sens qui, en règle générale, sont acceptées positivement par les gens. Or, ces mots cachent souvent un autre sens, un explosif idéologique afin de déstabiliser la société pour préparer le sol aux changements en profondeur du consensus social.

Dans le passé, nous avons pu suivre beaucoup de ces projets de réforme. Qu'il se soit agi de l'école, de l'église ou du système de santé, à chaque fois, au préalable de ces changements, on a attaqué et dénigré les institutions et leurs représentants. La pollution de l'environnement par l'économie, l'exploitation des employés, l'école comme lieu de mise au pas, les enseignants comme parasites de la société, l'église comme un vestige du passé, les médecins pour leur suffisance et les entreprises de l'Etat ou bien les fonctionnaires pour leur manière inefficace de travailler.

En ce qui concerne la famille, on dénigre les parents autoritaires, respectivement la pratique totalitaire de l'éducation. Les idéologues, ennemis de la famille, ont les arguments suivants: «La famille a créé ce comportement spécifiquement autoritaire dont dépend à quelques détails près le maintien de l'ordre bourgeois.» (*M. Horkheimer)* Elle est «l'usine des asservis des sociétés autoritaires» et une condition pour le capitalisme. Le collectif des «communes» et des «parentés choisies» devrait remplacer la famille. C'est là seulement que l'être humain serait vraiment émancipé.[1]

L'arrière-plan de cette argumentation est clair, les enfants devront être instrumentalisés et enlevés du milieu protégé des parents. L'éducation des enfants est déclarée comme un devoir de toute la société et doit être réalisée par des institutions pédagogiques en dehors des familles.

Les normes et des mœurs, c'est-à-dire les glissières de sécurité, créées pendant des générations avec l'éducation, la formation, le comportement et la tradition, seront détruites et déclarées comme démodées, autoritaires, conservatrices et hostiles à la vie. Ainsi les vertus (économie, fidélité, capacité de travailler, honnêteté et respect mutuel) sont désignées par l'étiquette de petit-bourgeois, d'esprits étroits, autoritaires, conservateurs de droite et nationalistes.

On fait la propagande de l'hédonisme (vivre voluptueusement), pour être citoyen du monde et pour une liberté illimitée jusqu'au manque d'orientation (C'est le chemin qui et le but). Déjà aujourd'hui, la soi-disant libération des êtres humains laisse des traces hostiles à la vie.

La famille, jouet des courants socio-politiques

Le système des valeurs développé dans les familles pendant des générations, s'est avéré efficace comme dispositif naturel contre la désorientation en matière de politique sociale.

Dans une famille intacte, les valeurs traditionnelles sont soignées, la base de l'orientation psychique est posée et forment ainsi un rempart contre les courants en vogue, le soi-disant changement des valeurs.

Pour nos ancêtres, la famille était une communauté de vie naturelle de parents et d'enfants. Depuis, cette communauté naturelle a été ramollie. De nouvelles formes de cohabitation sont au même niveau que la famille. Avec la dévalorisation que cela signifie, on désavoue également les traditions liées à la famille, les valeurs consolidées depuis des générations, les égards, les mœurs et avec tout cela le berceau de la communauté.

Pas à pas, l'éducation des enfants par les parents est reportée à des institutions pédagogiques hors de la famille. Le devoir d'éducation des parents, à l'origine intouchable, est dissout et le soin des besoins physiques ainsi que le soin des valeurs intellectuelles, morales et culturelles sont systématiquement minés. La mission de l'éducation du père et de la mère s'efface par l'influence, à un âge toujours plus avancé, des institutions en dehors de la famille.

Depuis des générations déjà, l'école publique, des communautés religieuses, des associations et d'autres organisations ont pris une part de la responsabilité de l'éducation – mais toujours avec l'accord des parents. Il y a peu de temps encore, il n'y avait pas encore d'agenda caché, et le contrôle démocratique fonctionnait.

Le droit incontesté des parents à l'éducation et le système de milice était la meilleure assurance pour que l'école et la formation n'enfreignent pas les intérêts des parents et des citoyens (Comités scolaires). C'était justement l'une des premières mesures de réforme pour désamorcer le contrôle du système de l'éducation par le peuple. On a créé des conseils de parents pour faire miroiter une pseudo-participation des parents, mais la compétence des parents de prendre des décisions dans les questions de l'école a été considérablement réduite. Il y a bien 30 ans, les parents ont par exemple dû donner leur accord pour les cours d'éducation sexuelle en primaire, avec leur signature, et aujourd'hui des projets existent de déclarer obligatoire une éducation sexuelle contre nature déjà à l'échelle de l'école maternelle.

Cette réduction de l'autorité parentale porte considérablement préjudice à la protection familiale des enfants contre les expérimentations sociales. Un développement dangereux, car le but des réformistes sociaux n'est pas le bien de l'enfant mais la dissolution de ce qui, jusqu'à présent, était le support de la société (famille, commune, Etat). Les soucis sincères des parents pour le bien de leurs enfants et une compréhension saine de la démocratie sont mis à rude épreuve par le fait que les objectifs de ces projets réformateurs n'ont été ni présentés ouvertement ni discutés honnêtement avec les parents et les citoyens.

L'Etat au service des réformes

Dans notre société moderne, l'Etat s'empare de plus en plus de la sphère privée de la population. Influencé par des organisations internationales *(OMS, Unesco, OMC)* et sous l'auspice de la mondialisation forcée, les Etats ont tendance à prendre des traits centralistes et autoritaires. Avant tout avec le système de l'éducation et de la santé, l'Etat, c'est-à-dire les administrations respectives, se mettent au service des réformistes. Les enfants vont à l'école de plus en plus tôt, ils sont classés et marqués (des examens précoces, et des évaluations). Le plan scolaire a dépassé depuis longtemps la limite de l'enseignement des capacités de base (calculer, lire et écrire) et s'empare de l'âme de l'enfant.

L'intimité de la famille est violée par cette politique d'école et d'éducation. Le droit inviolable des parents (et aussi le devoir) à l'éducation est ramolli et le libre choix de l'institution pour l'éducation extra-familiale et la formation des enfants en accord avec les valeurs des parents est massivement restreint.

L'importance de la famille pour l'enfant, les parents et la communauté

La tutelle et la dévalorisation de la famille sont des stratégies conscientes pour rendre les gens plus réceptifs aux postulats destructeurs de la politique sociale. C'est pourquoi nous devrions être conscients de l'importance de la famille et de la protection de la sphère privée pour notre vie commune.

Dans la famille, il y a la sécurité, elle préserve des angoisses et donne un cadre pour une croissance insouciante. Elle donne aux enfants l'aide pour s'orienter et en même temps de la sécurité. Elle protège tous les membres, avant tout les plus faibles (femmes, enfants, handicapés et personnes âgées), qui peuvent se fier au soutien familial. Elle donne de la chaleur humaine aux enfants grandissants. L'éducation, tout comme la socialisation (introduction aux relations) des enfants et des adultes ont leurs racines dans la famille.

La famille est la communauté d'éducation et de formation la plus importante. De la famille est issue une force formant la personnalité. Elle est l'école pour la vie. Nous pouvons aussi la désigner comme école pour l'amour, pour la paix et pour l'aide mutuelle et la prévenance.

Dans la famille, on transmet la vie, les traditions, le nom et le statut social à la génération future.

Oubliée en partie est la famille comme lieu de travail (le travail au jardin, la cuisine, la couture, le tricot, préparation des provisions, le linge, le repassage, les soins aux malades etc.). Si ces travaux au sein de la famille regagnaient en importance, les enfants auraient un contact naturel avec le monde du travail et ils se développeraient tout naturellement vers les problèmes et la responsabilité de l'exercice d'une profession.

Pour *Pestalozzi,* il était clair que ce sont en premier lieu les parents (surtout les mères) qui considèrent leur propre enfant dans son individualité et s'en occupent ainsi de manière toute individuelle. Pour cette raison, d'après Pestalozzi, ce sont d'abord les mères, plus tard les pères, les premiers enseignants des enfants. La maison familiale – symbole de toute la vie de famille – est l'endroit où depuis les tous premiers instants, les forces de l'enfant peuvent se déployer en harmonie de manière toute naturelle.

Renforcer les parents et avec eux toute la société

Nous devons maintenir cette importance de la famille avec toute notre assurance et certitude. Les changements ne peuvent pas se faire contre la volonté des êtres humains. C'est donc à nous de décider dans quelle mesure nous laissons le champ libre ou non aux réformistes de la société.

Suite page 8

«L'éducation ne peut pas être déléguée à l'Etat»

Interview de Karin Keller-Sutter, conseillère d'Etat

(photo thk)

Karin Keller-Sutter

thk. Les émeutes violentes de jeunes et de jeunes adultes cet été à Londres et dans d'autres villes anglaises ont fait la une des médias. Décontenancé, le public a réalisé le potentiel de vandalisme qui est devenu évident. Il ne s'agissait pas d'une révolte d'un milieu défavorisé souffrant de privations, mais d'enfants bourgeois privilégiés, qui ont été incités au vandalisme et au pillage par Facebook et Twitter par on ne sait qui. A peine quelques semaines plus tard, on retrouve une image semblable dans le centre ville de Zurich. De nouveau de jeunes adultes et des jeunes, qui laissent libre cours à un vandalisme insoupçonné sans aucune raison – guidés par SMS au lieu voulu. La semaine dernière un arbitre a pris une décision courageuse pendant le derby local zurichois. C'était la première fois en Suisse qu'un arbitre devait arrêter un jeu à cause d'une émeute violente dans le stade. Ces événements remuent et réclament des réponses. Horizons et débats a demandé à la conseillère d'Etat de Saint-Gall, Karin Keller-Sutter, département de la sécurité et de la justice, où elle voit les causes de cette violence et quelles sont les mesures à prendre.

Horizons et débats: En rapport avec les troubles en Angleterre il se pose la question de savoir comment l'on peut empêcher qu'une partie de la jeune génération grandisse sans rapport avec les tâches sociales de la société. Que l'Angleterre ne soit pas la seule cause, cela s'est démontré à Zurich samedi dernier. Il est vrai que cela n'a pas encore une telle dimension, mais la violence a dégénéré en peu de temps. Pour qu'une telle situation ne puisse pas se reproduire, tous les membres de la société doivent jouer leur rôle. Comment voyez-vous cela fondamentalement?

Karin Keller-Sutter: Bien sûr, la société toute entière en porte la responsabilité. Il y a aussi en Suisse le phénomène que certaines minorités ne savent plus gérer la liberté dans notre société. Je pense par exemple aux «agitateurs d'événement», qui assaillent Zurich, mais aussi aux personnes qui suscitent la violence autour des événements sportifs. La violence ne peut jamais être tout à fait empêchée dans une société. L'important, c'est que les minorités, qui revendiquent pour elles toute liberté, ne génèrent pas un développement qui restreint la liberté de tous les citoyens.

Quelle est selon vous l'importance du milieu familial et de l'éducation? Quel est leur rôle dans ce rapport?

L'éducation, c'est à dire l'attention, le temps qu'on passe avec les enfants, a de toute évidence une grande importance. Le professeur *Killias* a fait une étude dans le canton de Saint-Gall, selon laquelle les parents aui assignent des limites claires, qui savent où leurs enfants passent leur temps libre et qui leur donnent des règles horaires strictes, ont des enfants moins menacés que les enfants auxquels les parents ne s'intéressent pas.

Comment un jeune adulte trouve-t-il sa voie afin de pouvoir devenir une partie porteuse de notre société? Quel est le devoir de l'école et de la formation dans ce contexte?

L'école et la formation sont des appuis et des aides d'orientation importants. Ils stimulent les adolescents et donnent un sens à leur recherche. Qui a le sentiment de disposer d'un certain savoir-faire, qui se sent estimé et demandé, trouve son chemin plus facilement et développe aussi la conscience de soi.

En plus du développement personnel d'un jeune adulte, il faut toujours garder à l'esprit que la jeunesse doit se considérer partie prenante de la société, dans laquelle elle a des devoirs à assumer et des responsabilités à prendre. Comment notre jeunesse peut-elle devenir un partenaire constructif, qui ne se laisse pas manipuler par Facebook et Twitter ni abuser pour des actions louches?

Ici, les parents ont aussi un rôle important. Les nouvelles technologies et les moyens d'informations nouveaux appartiennent à notre société. Cependant, il faut en trouver un maniement raisonnable. Je me souviens que la télé était presque «diabolisée» dans ma jeunesse et que l'on croyait que la «première génération télé» ne deviendrait rien de bon. De leur côté, l'école et la police offrent aussi des cours pour un maniement raisonnable d'Internet et en démontrent les dangers.

Comment et où voyez-vous le rôle de la politique?

La politique donne le cadre et entre en action quand il y a des infractions à la loi. L'éducation ne peut cependant pas être déléguée à la politique ou à l'Etat. Avoir des enfants signifie prendre conscience de sa propre responsabilité et l'assumer.

Merci beaucoup pour cet entretien. •

«Si chacun agit au mieux à sa place, le monde se portera mieux.»

Interview de Markus Hausammann, président de l'Association thurgovienne de l'agriculture

(photo mad)

Markus Hausammann

hd. Il est de grande importance que la Suisse puisse bénéficier d'une bonne agriculture en pleine santé. Les produits suisses ont acquis un haut standard de qualité. Ce savoir, développé pendant des siècles, est très apprécié dans les efforts de développement et de coopération et permet à notre pays de le transmettre. Dans l'interview qui suit, le président de l'association thurgovienne de l'agriculture («Verband Thurgauer Landwirtschaft»), Markus Hausammann, explique ce qui donne à l'agriculture sa qualité et quelle est l'importance de la famille dans ce domaine.

Horizons et débats: L'agriculture thurgovienne a connu un grand essor. Est-ce dû à la bonne formation des jeunes agriculteurs ou y a-t-il d'autres facteurs?

Markus Hausamman: Les jeunes paysans et paysannes bénéficient en Thurgovie d'une formation moderne et d'avenir. Les maîtres d'apprentissage, l'Association thurgovienne de l'agriculture, ainsi que le centre de formation professionnel *BBZ Arenenberg,* travaillent en étroite collaboration. Les entreprises performantes sont des modèles pour le développement des domaines agricoles; de plus les jeunes gens peuvent compter sur une aide moderne en matière de conseil. Le fait qu'il se trouve en Thurgovie quelques grandes entreprises de transformation et de commerce entraîne un renforcement mutuel.

Quelle importance attribuez-vous à la famille et à la bonne entente qui doit exister dans cette cellule de base de notre société?

Il est de première importance pour le développement durable de la société que chacun et chacune se sentent en phase avec leur entourage. Une atmosphère de famille intacte en est la meilleure condition préalable; il faut toutefois y travailler constamment.

Comment pourrait-on redonner une force à la jeune génération? Pourrait-on envisager un service rural bénévole pour les jeunes qui y seraient intéressés? Cela leur fournirait des bases pour une éventuelle aide future aux pays en développement; cela leur donnerait dans les faits, et pas seulement dans des leçons apprises par ordinateur, des connaissances dans les soins aux animaux et en général dans l'écologie.

L'association *Agriviva* offre déjà aux jeunes gens âgés entre 14 et 25 ans des stages bénévoles dans des familles d'agriculteurs. Chaque année environ 2500 jeunes en profitent. Dans le temps, ce service était même obligatoire pour les écoliers du secondaire, ce qui avait un effet multiplicateur. Il est certain que de nos jours une participation des jeunes est particulièrement souhaitable: cela éviterait que certains attendent devant les grands magasins que les poules viennent y pondre leurs œufs. Vous trouverez de plus amples informations sur *www.agriviva.ch.*

Comment pourrait-on améliorer les rapports entre les populations campagnardes et urbaines, alors que les médias ont causé de forts dégâts à ce sujet au cours de ces dernières années.

A mon avis, les dommages sont moins graves qu'il n'y paraît. Notre paysannerie continue à bénéficier d'un grand respect de la part de la société, du fait de ses performances. Ce n'est pas dû au hasard. Grâce à notre forte productivité, nous sommes en mesure non seulement d'approvisionner largement la population en aliments de haute valeur, mais encore d'assurer des milliers d'emplois en amont et en aval. Nos efforts en matière d'écologie sont également appréciés.

Ne devrions-nous pas reprendre conscience que nous sommes toutes et tous des citoyens et citoyennes de notre pays, de notre canton, de notre commune et pas seulement des producteurs et des consommateurs? Cela signifierait que le dialogue s'installerait de nouveau à un niveau où tout un chacun se sentirait accepté dans sa personnalité?

Assurément! Le franc fort actuel montre bien que nous ne voyons pas plus loin que le bout du nez, tant dans nos réflexions que dans nos actions. Alors que notre pouvoir d'achat est l'un des plus forts du monde, nous délaissons notre propre production et nos biens pour aller en chercher au-delà de nos frontières. Nous n'avons donc pas conscience que nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis et des dégâts que nous causons à notre propre économie. C'est au moment où les emplois seront remis en cause qu'on se réveillera.

Où faudrait-il, selon vous, mettre l'accent? Au début de l'été, vous avez été élu à l'unanimité président de l'Association thurgovienne de l'agriculture.

Dans l'explication et dans l'information. On n'y est toutefois crédible que dans la mesure où l'on sait se comporter correctement soi-même et ainsi montrer l'exemple. *Adolph Kolping* avait déjà dit au XIXe siècle: «Si chacun agit au mieux à sa place, le monde se portera mieux.»

Nous vous remercions pour cet entretien. •

«Respecter et renforcer la famille …»

suite de la page 7

Au plus tard, depuis la sexualisation de notre jeunesse à partir de l'école maternelle, beaucoup de parents et de citoyens ont été réveillés brusquement.

Le moment est arrivé d'affirmer nos droits et nos devoirs et d'expliquer clairement aux gouvernements, au parlement et aux administrations, aux comités scolaires et aux enseignants quelle école et quelle éducation nous voulons pour nos enfants. Nous ne laisserons pas périr nos enfants dans les marais des réformes sociales. Pour cette raison, nous prenons en main le contrôle social de notre système scolaire et de l'éducation et nous exigeons une coopération honnête et ouverte entre l'école et les parents.

Notre jeunesse nous sera reconnaissante, car elle en a marre de toutes ces histoires de réforme. Ainsi le *Baromètre de jeunesse CS* a montré que les valeurs traditionnelles (fidélité, fonder une famille, fiabilité et honnêteté) sont de nouveau d'une grande importance dans la jeunesse d'aujourd'hui.

C'est ce qui a amené le sociologue *Kurt Imhof* à critiquer la jeunesse d'aujourd'hui qui serait trop adaptée. Il loue le temps des années 68 et regrette que l'idée de «révolution» s'étiole.

Mettons-nous maintenant aux côtés de ces jeunes et exigeons des élites et des maîtres à penser de réviser leurs positions et d'introduire dans leurs réflexions, à la place du passé, la réalité de notre époque et de donner enfin des contributions utilisables pour la solution des problèmes réels actuels.

Du point de vue de la famille et de l'éducation de nos enfants, il faut une prise de position claire et nette pour remettre à sa place l'activisme fondé sur des idéologies d'institutions étatiques et semi-étatiques. Grâce à la démocratie directe, les citoyens en Suisse peuvent avoir de l'influence sur la législation, sur le travail de l'exécutif et du législatif. Cette influence obtient le poids nécessaire si les gens s'unissent, indépendamment du statut social et de la conviction politique.

Je voudrais terminer par une image: Un matin, j'ai observé un père. Il tenait fermement son fils par la main et l'amenait au jardin d'enfants. La manière de marcher côte à côte de ces deux êtres, la poigne de main ferme, c'est pour moi l'expression de la confiance. Le père a confiance qu'au jardin d'enfants son fils sera accueilli avec amour et que le bien de l'enfant y sera développé. Et le fils a confiance que le père l'amène à un endroit où il sera en sécurité.

Engageons-nous pour que cette image soit valable à l'avenir pour chaque enfant et pour chaque père. •

[1] Joseph Kardinal Höffner. *Die christliche Gesellschaftslehre,* Butzon & Bercker, Kevelaer 2002, p. 116

Pour mémoire

thk. Le 13 février 2011, une majorité de 57% de citoyens a nettement rejeté l'«Initiative pour la protection face à la violence des armes». Ainsi, l'arme militaire reste chez le soldat ou la soldate et ne doit pas être obligatoirement déposée dans un arsenal. Lancée par les Verts et la Gauche dans le sillage du *Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA),* cette initiative visait à affaiblir encore plus l'armée en désarmant la milice, donc le peuple.

Dans le contexte de cette votation, les partisans de l'initiative se sont livrés à une tromperie faisant appel aux émotions sans apporter d'arguments solides. Outre les Verts et le PS, le président de la FMH *Jacques de Haller* s'y est montré très actif. Il a publié dans le «Journal des médecins suisses», organe officiel de la FMH, une étude sur les suicides commis à l'aide d'une arme de l'Armée dont les chiffres étaient faux et manipulés. Se fondant sur ces chiffres, de Haller a eu l'impudence de recommander le «oui» aux membres de la FMH et a demandé à ses confrères de remettre du matériel d'information à leurs patients, profitant du rapport de confiance médecin/patients pour les influencer politiquement. Ce comportement lui a valu de vives critiques de la part des médecins qui se sont opposés catégoriquement à ce que le corps médical soit utilisé pour influencer les gens en les manipulant en leur donnant, au nom de la FMH, une consigne de vote sans que la base n'ait jamais été consultée. Mais on attend toujours que les associations de psychothérapeutes et de psychologues réagissent.

Les conseillers nationaux et les conseillers aux Etats dont les noms suivent, qui sont candidats aux prochaines élections législatives, se sont fermement engagés à respecter l'honnêteté et l'objectivité dans le débat politique:

Conseil national:
GE: *Barthassat Luc PDC; Brunschwig Graf Martine PLR; Lüscher Christian PLR; Nidegger Yves UDC; Reymond André UDC* • **NE:** *Favre Laurent PLR; Perrin Yvan UDC* • **TI:** *Abate Fabio PLR; Gobbi Norman Lega dei Ticinesi* • **VD:** *Bugnon André UDC; Favre Charles PLR; Français Olivier PLR; Glauser-Zufferey Alice UDC; Grin Jean-Pierre UDC; Moret Isabelle PLR; Parmelin Guy UDC* • **VS:** *Freysinger Oskar UDC; Germanier Jean-René PLR; Roux Paul-André PDC; Schmidt Roberto PDC*

Conseil des Etats:
FR: *Schwaller Urs, PDC* • **NE:** *Comte Raphaël PLR; Niederberger Paul PDC* • **TI:** *Lombardi Filippo PPD* • **VS:** *Fournier Jean-René PDC; Imoberdorf René PDC*